

TABLE DES MATIÈRES

ASSÉ et gratuité scolaire.....	3
24 HEURES : En bref : Étudiants – Vendredi 20 octobre 2006.....	3
ASSÉ : Communiqué de presse : Campagne annuelle de l'ASSÉ - Jeudi, 19 octobre 2006.....	3
Loi sur la qualité de l'air : éditoriaux.....	4
LE DEVOIR : Éditorial : Le parti du marché, par Jean-Robert Sansfaçon – Édition du vendredi 20 octobre 2006.....	5
LA PRESSE : Chronique : Où serez-vous en 2050 ?, par Vincent Marissal – Vendredi 20 octobre 2006.....	6
LE SOLEIL : Avec leur chèque de pension..., par Michel C.Auger - Le vendredi 20 octobre 2006.....	8
LE SOLEIL : Éditorial : Un choix égoïste, par Pierre-Paul Noreau – Vendredi 20 octobre 2006.....	9
THE GAZETTE: Editorial: Conservative green plan fails to address issue - Friday, October 20, 2006.....	10
THE GLOBE AND MAIL : Editorial : Greenhouse, remember – Friday, October 20, 2006.....	11
THE GLOBE AND MAIL : Clean Air Act delivers rude awakening – Real environmental changes aren't coming in our lifetime, by John Ibbitson – Friday, October 2006.....	12
THE GLOBE AND MAIL : Comment : It's not easy being green: The environment is Canadians' secular religion, offering us both guilt and redemption, by Michael Adams and Keith Neuman, President and vice-president, Environics group of companies – Friday, October, 20, 2006.....	13
THE GLOBE AND MAIL: Comment: Here's to the Jaccardian approach to clean air, by Jeffrey Simpson - Friday, October, 20, 2006.....	14
Loi sur la qualité de l'air : articles.....	15
LE DEVOIR : 1ère page : Harper remet le compteur à zéro : Rien de concret avant 2010 pour le smog et 2020 pour les GES – Édition du vendredi 20 octobre 2006	15
LE DEVOIR : Gaz à effet de serre : Québec devra faire son deuil des 328 millions promis par les libéraux, dit Cannon – Édition du vendredi 20 octobre 2006.....	16
LA PRESSE : 1ère page : Kyoto part en fumée – Plan vert controversé : il faudra 50 ans pour réduire les gaz à effet de serre de moitié - Le vendredi 20 octobre 2006.....	16
LA PRESSE: Le dernier clou dans le cercueil de Kyoto – Vendrdi 20 octobre 2006.....	18
LA PRESSE : Faits saillants – Vendredi 20 octobre 2006.....	18
LA PRESSE : Douche froide pour le Québec : La réprobation est unanime contre le surplace conservateur – Vendredi 20- octobre 2006.....	19
LE SOLEIL : Le Protocole de Kyoto enterré : le gouvernement Harper fixe des objectifs « verts » ... pour 2050 – Vendredi 20 octobre 2006.....	20
LE SOLEIL : Béchard surpris et déçu du refus d'Ottawa – Vendredi 20 octobre 2006.....	22
LE SOLEIL : En bref : Les partis d'opposition voteront contre – Vendredi 20 octobre 2006.....	22
JOURNAL DE MONTRÉAL: Qualité de l'air: l'objectif sera atteint en 2050 – Vendredi 20 octobre 2006.....	23
JOURNAL DE MONTRÉAL: Béchard déçu: "On n'acceptera jamais ce non comme réponse" – Vendredi 20 octobre 2006.....	25
24 HEURES : Couverture : Kyoto s'envole en fumée – Vendredi 20 octobre 2006.....	26
24 HEURES : Kyoto part en fumée : Rien contre les gaz à effet de serre avant 2050 – Vendredi 20 octobre 2006... 27	27
MÉTRO : Couverture : Ambrose promet de l'air pur en 2050 – Vendredi 20 octobre 2006.....	27
MÉTRO : Nouvelle Loi sur la qualité de l'Air : une mort annoncée – Vendredi 20 octobre 2006.....	28
THE GAZETTE: First page: Critics sniff at clean air act: 'It's smog and mirrors'; All three opposition parties say they'll vote against bill in Commons - Friday, October 20, 2006.....	28
THE GAZETTE: Tory renegade ponders going Green: Ousted Garth Turner could be party's first representative in Commons – Friday, October 20, 2006.....	30
THE GAZETTE: Aging baby boomers are helping to fuel growing support for the Green party, pollster says – Beyond granola: an eye on legacy – Friday, October 20, 2006.....	32
THE GAZETTE: Where's the money? Quebec asks – Friday, October 20, 2006.....	33
THE GAZETTE: Action needed for health's sake, minister says – Friday, October 20, 2006.....	33
THE GLOBE AND MAIL: First page: Critics blast Ottawa's 'shameful' green plan – Friday, October 20, 2006.....	33
THE GLOBE AND MAIL: A few dates – October 20, 2006.....	35
THE GLOBE AND MAIL : PM gives strong defence of energy sector – Friday, October 20, 2006.....	35
THE GLOBE AND MAIL: What does Ottawa's green plan entail? – Friday, October 20, 2006.....	35
THE GLOBE AND MAIL: Ottawa's emissions stance gets thumbs-up – Friday, October 20, 2006.....	36
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Environnement : Plan vert: l'opposition voit rouge - Mise à jour le jeudi 19 octobre 2006 à 18 h 28.....	37
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Environnement : Kyoto part en fumée - Mise à jour le jeudi 19 octobre 2006 à 14 h 24.....	37
Fournier fait pression sur Ottawa.....	39
LE DEVOIR : En bref - Fournier fait pression sur Ottawa - Édition du vendredi 20 octobre 2006	39
CYBERPRESSE : Fournier presse le fédéral de hausser ses transferts en éducation - Le jeudi 19 oct 2006.....	39
JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Fournier veut de l'argent – Vendredi 20 octobre 2006.....	40
24 HEURES : En bref : Éducation – Vendredi 20 octobre 2006.....	40
MÉTRO : Brève : Fournier et le réinvestissement ... - Vendredi 20 octobre 2006.....	40
Cégeps innovant : presse.....	41
LE DEVOIR : Cégeps - La morosité n'empêche pas d'innover =- Édition du jeudi 19 octobre 2006	42
MÉTRO : Les cégeps veulent innover – Jeudi 19 octobre 2006.....	43

24 HEURES : Les cégeps veulent innover – Jeudi 19 octobre 2006.....	43
CYBERPRESSE : Les cégeps veulent innover davantage et demandent de l'aide pour le faire - Le mercredi 18 octobre 2006	44
Fédération des cégeps : Innovation dans les cégeps.....	45
FÉDÉRATION DES CÉGEPS : Publication d'une enquête de la Fédération des cégeps sur l'innovation dans le réseau collégial public : LES CÉGEPS INNOVENT D'ABORD POUR MIEUX SERVIR LEUR POPULATION ÉTUDIANTE - Montréal, le 18 octobre 2006	45
L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 1 : Objectifs, définition et profil des répondants / éléments de contexte et caractéristiques - Mercredi 18 octobre 2006.....	46
L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 2 : Six secteurs de l'innovation dans les cégeps - Mercredi 18 octobre 2006	47
L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 3 : Exemples d'innovation - Mercredi 18 octobre 2006.....	49
L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 4 : Acteurs et partenaires de l'innovation - Mercredi 18 octobre 2006.....	50
L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 5 : Pourquoi les cégeps innove-t-ils? - Mercredi 18 octobre 2006.....	51
L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 6 : Démarche, conditions et retombées - Mercredi 18 octobre 2006.....	52
L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 7 : Interprétation des résultats de l'enquête - Mercredi 18 octobre 2006.	53
FEUQ – Universités en région.....	53
CYBERPRESSE : CAMPAGNE DE 22 M\$: La FEUQ veut aider les universités en région - Le mercredi 18 octobre 2006	53
CNW : La FEUQ lance la campagne "22 millions pour les universités en région"	53

ASSÉ et gratuité scolaire

24 HEURES : En bref : Étudiants – Vendredi 20 octobre 2006

■ **ÉTUDIANTS** Des regroupements d'étudiants membres de l'Association pour une Solidarité syndicale étudiante réclament la gratuité scolaire. Si elles n'obtiennent pas une réponse favorable, les associations étudiantes locales prévoient tenir une manifestation nationale en mars prochain. (JCG)

ASSÉ : Communiqué de presse : Campagne annuelle de l'ASSÉ - Jeudi, 19 octobre 2006

Montréal, le 19 octobre 2006 - Après une large consultation en assemblées générales des associations étudiantes membres de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, les délégations se sont concertées cette fin de semaine, les 14 et 15 octobre 2006 à Drummondville, afin d'en arriver à un plan d'action national.

À l'unanimité, il a été décidé d'organiser une mobilisation pour remettre en premier plan la revendication historique de la gratuité scolaire. Devant les menaces gouvernementales de dégel des frais de scolarité, il importe non seulement de se mobiliser pour contrer ces coupures mais surtout afin d'envisager, une fois pour toutes, la gratuité scolaire comme la seule avenue possible pour instaurer une éducation accessible.

Lancée sous le thème Pour un réinvestissement, pas n'importe comment, la campagne défend la gratuité scolaire et l'amélioration des ressources et services dans les institutions scolaires comme des gestes qui s'imposent en tant que choix de société. Pour Jérôme Aubin, porte-parole : « Il est temps de prendre les mesures nécessaires pour satisfaire notre volonté d'instaurer une éducation gratuite, libre de l'intervention du privé et accessible à l'ensemble de la population ». À cet effet, il s'impose d'ailleurs d'assurer aux 15 % des étudiantes et étudiants qui assument une tâche parentale, en plus de leur horaire déjà

chargé, une politique conciliant les études et la famille, en particulier par l'accessibilité et la flexibilité des garderies.

À l'heure où les politiques actuelles favorisent une éducation privée, autant en ce qui concerne l'intrusion des intérêts des compagnies sur les campus que la prise en charge individuelle des frais de scolarité, il importe de réorienter les décisions des paliers gouvernementaux. Et c'est par l'information de la population étudiante au sujet des orientations ministérielles, la mobilisation massive ainsi que l'action collective que l'ASSÉ entame son plan d'action. Une action directe de sensibilisation est prévue au calendrier le 7 décembre 2006. Sans réponse positive du gouvernement, les associations étudiantes locales ont l'intention de prendre en charge l'organisation d'une grande manifestation nationale le jeudi 29 mars 2007 afin de démontrer la contestation populaire.

Incarnant depuis déjà plus de cinq ans la tradition du syndicalisme de combat, l'ASSÉ regroupe, dans l'ensemble du mouvement étudiant québécois, plus de 36 000 membres collégiaux et universitaires.

- 30 -

Contacts :

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110 - Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Loi sur la qualité de l'air : éditoriaux

LE DEVOIR : Éditorial : Le parti du marché, par Jean-Robert Sansfaçon – Édition du vendredi 20 octobre 2006

Le parti du marché

Le projet de loi sur la qualité de l'air a finalement été présenté hier par la ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose. Comme prévu, ce projet confirme l'intention des conservateurs de renier la signature du Canada au bas du protocole de Kyoto au profit d'un modèle de laisser-faire calqué sur celui du gouvernement américain actuel.

Le premier ministre Stephen Harper nous avait prévenus: la loi présentée par son gouvernement ne s'attaquera pas en priorité à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), à l'origine du réchauffement de la planète, mais à toutes les formes de pollution atmosphérique à la fois. Cette approche «globale», croit-on, devrait faire oublier les objectifs de Kyoto puisque c'est le smog, et non la fonte des glaciers, qui nuit le plus à la qualité de vie des Canadiens.

De toute façon, selon «le nouveau gouvernement du Canada»TM, il était devenu impossible d'atteindre la cible de réduction de 6% des émissions de GES sous le niveau de 1990 d'ici 2012. Les coupables, ce sont les libéraux, qui n'ont pas agi à temps. Au contraire, les conservateurs, eux, passeront à l'action grâce à un plan réaliste. Et être réaliste, pour M. Harper, cela implique de fixer des objectifs à long terme. A très long terme, en fait: 45 ans! Et de miser d'abord et avant tout sur les technologies de demain pour résoudre le problème sans nuire à la croissance économique.

Un gouvernement conservateur incitera donc les entreprises à investir dans ces nouvelles technologies et, pour ce faire, il leur laissera du temps. Beaucoup de temps, puisque aucun objectif ne pourra être mesuré avant au moins 15 à 20 ans. Entre-temps, après 2010, de nouvelles normes entreront progressivement en vigueur, une fois toutes les consultations terminées avec l'industrie et les provinces.

Dans le cas de l'industrie de l'auto, le gouvernement utilisera l'objectif de réduction volontaire adopté l'an dernier par les constructeurs comme assise pour fixer les cibles ultérieures. Lesquelles? On n'en sait rien. D'autres engins de transport seront aussi touchés, par exemple les VTT et les motos, ainsi que certains autres produits de consommation courante comme les lave-vaisselle, qui ne consomment pas d'essence, heureusement!, mais qui prennent trop d'énergie.

Cela étant, tout le monde se réjouira de l'adoption éventuelle de nouvelles normes en matière de protection de la qualité de l'air. Mais pourquoi attendre si longtemps et pourquoi tuer Kyoto?

Par ailleurs, on ne peut qu'être surpris du nombre de références aux normes américaines comme objectifs à poursuivre pour tout et pour rien. Des moteurs d'auto aux contenants en particules chimiques polluantes des produits de nettoyage et de soins personnels en passant par les VTT, les ceintures et les trains, le critère de référence absolu est toujours et même: la norme fédérale américaine. Jamais a-t-on vu un gouvernement canadien avoir recours de façon aussi systématique aux seules règles américaines pour établir ses propres normes nationales. Quel aveu de retard et quel à-plat-rentisme! Plusieurs États américains et d'autres pays du monde ont adopté des mesures innovatrices en matière d'environnement; pourquoi ne pas s'en inspirer au lieu de viser le plus petit commun dénominateur commercial?

Ce projet de loi qu'on dit conçu pour améliorer la qualité de l'air mettra tellement de temps avant de livrer ses premiers fruits qu'il équivaut à laisser le marché et la concurrence étrangère imposer le force les règles du jeu au lieu de voir venir les coups. N'est-ce pas le pire service à rendre à notre économie? Et pendant combien de temps les autres signataires de Kyoto permettront-ils au Canada de se défilé de la sorte?

Voilà une autre magnifique démonstration de ce que ce gouvernement qui s'est fait élire avec un programme modéré nous réserve si, d'aventure, il obtient un mandat majoritaire à la chambre des communes.

j.rsansfacon@ledevoir.com



Jean-Robert Sansfaçon

Où serez-vous en 2050 ?



VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Avez-vous déjà remarqué les grands panneaux électroniques, sur le boulevard Métropolitain notamment, qui indiquent, quelques fois par année, alerte au smog ?

C'est tout ce que ça dit: alerte au smog, comme si on n'était pas capable de se rendre compte que la ville est recouverte d'un sinistre voile jaunâtre. C'est comme si les mêmes panneaux nous disaient: attention, il va faire noir cette nuit.

En France, ils ont les mêmes panneaux sur les grandes autoroutes. Et ces panneaux avisent aussi les automobilistes des épisodes de pollution grave, mais ce n'est pas tout. L'alerte de smog vient avec l'obligation de ralentir à 80 km/h, parfois sur des centaines de kilomètres de distance, question de réduire les émissions polluantes.

Le plan «vert» dévoilé hier par le ministre fédérale de l'Environnement, Rona Ambrose, ressemble à nos panneaux électroniques: il nous dit qu'il y a un grave problème de pollution de l'air, mais il n'amène aucune mesure pour atténuer le mal.

Le gouvernement Harper «proposera» d'ici un an des moyens de réduire les émissions polluantes.

industriels obtiennent un sursis jusqu'en 2010, après quoi, ils devront réduire leurs émissions, mais en fonction de leur production, non pas en fonction d'une cible dans le temps, il n'y a donc aucun frein à l'augmentation des GES. Ce n'est qu'à partir de 2020 que s'appliqueront des taux de réduction absolue, en vue d'un objectif fixé à... 2050.

Pas de doute, avec des règlements environnementaux aussi mous, les pétrolières vont se payer un gros « party » à Fort McMurray.

Des cibles aussi flexibles et, surtout, aussi lointaines, laissent tout le temps du monde à l'industrie pétrolière de finir ce qu'elle a commencé dans le nord de l'Alberta. Et cela lui donne tout le temps d'aggraver sérieusement notre bilan environnemental déjà peu reluisant.

L'exploitation des sables bitumineux produit environ trois fois plus de pollution que l'exploitation classique de pétrole et cette exploitation est en pleine expansion en Alberta. On estime

qu'il y a en ce moment pour 100 milliards de dollars de projets en attente pour l'extraction de pétrole dans les sables bitumineux. Pas de doute, avec des règlements environnementaux aussi mous, les pétrolières vont se payer un gros party à Fort McMurray.

Il sera évidemment un peu tard, en 2010, et encore plus en 2020, pour leur dire de reculer, de sacrifier les milliards investis et de plier bagage.

La ministre de l'Environnement est albertaine. Le premier ministre aussi et leur base électorale la plus ferme est aussi de l'Ouest. Dire qu'il y a un lien entre ça et le plan vert du gouvernement conservateur est aussi évident que peuvent l'être nos panneaux électroniques par un jour de smog.

Le plus cocasse de l'affaire, c'est que le projet de loi de M^{me} Ambrose a bien peu de chances de survivre aux Communes alors qu'un projet de loi privé déposé par le député libéral Pablo Rodriguez et qui réaffirme les termes de Kyoto, chemine (il est en deuxième lecture) grâce à l'appui du Bloc et du NPD.

S'il est flou sur ses objectifs, le plan conservateur est on ne peut

plus clair face au Québec: pas un sou pour le plan vert de Jean Charest. Encore une fois, il y a de l'eau dans le gaz entre Ottawa et Québec.

Par contre, le plan Ambrose facilitera encore un peu la vie des candidats à la direction du Parti libéral du Canada. Notamment le meneur Michael Ignatieff, qui fait de grands efforts ces temps-ci pour se différencier de Stephen Harper.

M. Ignatieff, que l'on accuse dans son propre parti d'être trop proche de M. Harper (on dit qu'il est un *Harper light*) a déjà pris ses distances par rapport à Israël et à George Bush. Il pourra maintenant insister encore davantage sur l'environnement, lui qui prêche pour le maintien des objectifs du protocole de Kyoto et qui affirme que les émissions de GES doivent être taxées. Les trois autres aspirants sérieux, Bob Rae, Stéphane Dion et Gerard Kennedy, sont aussi en faveur du protocole de Kyoto et préconisent une approche plus ferme que celle des conservateurs. Ce n'est pas très difficile, remarquez.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur vincent.marissal@lapresse.ca

LE SOLEIL : Avec leur chèque de pension..., par Michel C.Auger - Le vendredi 20 octobre 2006

Les jeunes citoyens qui ont aujourd'hui 21 ans verront les effets complets de la nouvelle Loi canadienne sur la qualité de l'air en même temps qu'ils recevront leur premier chèque de pension de vieillesse. En l'an de grâce 2050, si, bien sûr, la banquise polaire n'a pas complètement fondu d'ici là.

Venant d'un gouvernement minoritaire et qui, de plus en plus, vit sur du temps emprunté, disons que de prendre des rendez-vous avec l'Histoire pour dans 46 ans, ce n'est pas terriblement engageant.

Mais, au plan politique, il est bien possible que le gouvernement Harper ait signé, hier, son arrêt de mort auprès d'une opinion publique auprès de laquelle il commençait déjà à avoir un problème de crédibilité.

D'abord parce qu'avec ce projet de loi, il est devenu impossible de croire à la bonne foi du gouvernement Harper en matière d'environnement. Des cibles en 2050 - quand l'actuel premier ministre aura atteint l'âge vénérable de 91 ans - c'est l'équivalent d'une mauvaise blague. Surtout quand on sait que la quasi-unanimité des scientifiques qui s'intéressent à la question croit qu'une action immédiate est nécessaire pour contrer le réchauffement climatique.

Depuis son élection, le gouvernement Harper pouvait - à bon droit - affirmer que les libéraux n'avaient fait que parler et n'avaient pas agi concrètement pour faire baisser les gaz à effet de serre. Les libéraux avaient beau parler du Protocole de Kyoto, le fait est que, pendant les années où ils ont été au pouvoir, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté au Canada plutôt que de décroître.

Mais, avec ce projet de loi, on ne peut plus donner la chance au coureur au nouveau gouvernement. L'inaction du gouvernement précédent ne peut justifier le fait de se donner des cibles qui ne prendront effet que dans deux générations. Quoi qu'il en dise, le gouvernement Harper vient, dans les faits, de répudier le Protocole de Kyoto.

De même, les conservateurs avaient un bon point quand ils notaient que le Canada n'avait même pas une loi sur la qualité de l'air, alors que les États-Unis ont une telle loi depuis une quarantaine d'années. Mais quand on voit que les normes pour l'industrie et l'automobile n'entreront en vigueur qu'en 2010 ou 2011, on comprend que ce gouvernement n'est tout simplement pas sérieux dans ce dossier.

En fait, avec un tel projet de loi, le gouvernement Harper se trouve à confirmer la version bête et passiste de son ministre du Travail, Jean-Pierre Blackburn, qui ne trouvait rien de mieux, la

semaine dernière encore, que d'opposer développement économique et protection de l'environnement.

Le problème, c'est qu'il n'y a plus de marché pour de telles idées. On ne trouvera pas de majorité au Canada pour appuyer de telles idées. Ce ne sont pas des idées qui permettraient à un parti de trouver des appuis suffisants pas seulement au Québec, mais aussi en Ontario.

C'est aussi vrai au plan des générations : ce n'est pas comme ça que M. Harper va réussir son grand rêve, soit de faire du Parti conservateur le nouveau «parti naturel de gouvernement» au Canada. Pas s'il leur faut attendre l'âge de la retraite pour avoir de l'air pur...

Cette erreur politique est d'autant plus difficile à comprendre que M. Harper a été averti, et deux fois plutôt qu'une, qu'il ne pourrait obtenir une majorité au Canada si les conservateurs ne se mettaient pas au vert. C'est ce que lui a dit autant l'ancien premier ministre conservateur, Brian Mulroney, que le fondateur du Reform Party, Preston Manning, qui sont tous deux intimement convaincus qu'il s'agit d'une réalité incontournable.

On n'a pas besoin d'être de gauche pour vouloir protéger l'environnement. Ceux qui se souviennent de l'époque de Brian Mulroney savent que Garth Turner était considéré comme faisant partie de l'aile droite du Parti. Aujourd'hui, il est plus qu'ironique de voir que ce même Garth Turner a été expulsé du nouveau parti conservateur, cette semaine, parce qu'il était trop porté sur le vert.

Le message que cela envoie, c'est que non seulement le Parti conservateur n'a pas envie de légiférer pour établir des cibles précises en matière d'environnement, mais qu'il est incapable de tolérer ceux qui voudraient aller dans cette direction.

Le gouvernement Harper pourrait toujours s'en tirer s'il était majoritaire et avait trois ou quatre ans devant lui pour changer de sujet et détourner l'attention de l'opinion publique.

Mais pratiquement tout le monde à Ottawa est convaincu que ce gouvernement ne survivra pas plus longtemps que le printemps prochain.

S'il n'est pas défait sur son prochain budget, ou s'il décide de le retarder, le gouvernement vient de donner aux partis d'opposition une autre occasion de le défaire et de précipiter une nouvelle élection. Qu'ils soient libéraux, néo-démocrates ou bloquistes, ils ne seraient que trop heureux d'aller faire une campagne électorale avec l'environnement comme principal enjeu.

Un choix égoïste

Pierre-Paul Noreau

ppnoreau@lesoleil.com



Les Canadiens exigeaient de l'action. Le gouvernement Harper leur a répondu en présentant un nouveau plan et des cibles à atteindre dans... 44 ans. Le projet de loi sur l'air pur présenté hier par le ministre Ronn Ambrose montre en fait les vraies couleurs environnementales des conservateurs. Ce sont celles arborées par la grande industrie pétrolière.

Par ses décisions de relancer un processus de consultation avec tous les acteurs économiques, de prôner une réduction des gaz à effet de serre basée sur le critère de l'intensité plutôt que sur l'obligation de réduire globalement les émissions produites par une industrie et de retenir 2003 comme année de référence plutôt que 1990 comme c'était le cas dans le Protocole de Kyoto, le gouvernement Harper indique qu'il n'est pas intéressé à s'attaquer sérieusement aux changements climatiques.

C'est un choix décevant et à très courte vue. C'est surtout le choix égoïste d'une équipe qui, malgré des évidences comme la fonte accélérée des glaciers, prend le pari insensé que les conséquences seront moins dramatiques que ne le prédisent les spécialistes, pour les générations à venir.

La véritable préoccupation de Stephen Harper dans ce dossier était de se donner une image environnementale avant les prochaines élections, tout en accordant un autre répit aux entreprises qui devraient pourtant avoir été ramenées à l'ordre depuis longtemps.

Plutôt que de relever le défi de conserver le Canada à l'avant-garde de la croisade environnementale mondiale, Stephen Harper et les siens ont choisi de piteusement baisser les bras. Plutôt que de tout tenter pour atteindre les cibles de Kyoto, ils ont balayé la table de travail l'un grand coup d'avant-bras, se réfugiant dans l'excuse de tout devoir recommencer à zéro devant la difficulté.

Oui, les libéraux sont coupables de ne pas avoir mis la machine en branle, malgré les engagements solennels pris avec le Protocole de Kyoto. Mais ça ne justifiait pas

les conservateurs de faire pire. Les Canadiens réclamaient au contraire qu'ils attrapent la balle au bond et fient pour réaliser le plus de progrès possible.

Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que la réaction des gouvernements du Québec et de l'Ontario ait été aussi négative hier à la suite du dévoilement du contenu du projet de loi sur l'air pur. Voilà un autre chapitre des relations fédérales-provinciales qui s'annonce houleux et où Jean Charest et Dalton McGuinty ont encore une fois le beau rôle, forts de l'appui de leur population respective.

Le ministre Claude Béchard a donc raison d'indiquer avant même le début des négociations qu'il n'est absolument pas question pour le Québec d'oublier la cible de Kyoto. L'engagement

Devant la difficulté de respecter les cibles de Kyoto, Stephen Harper a piteusement baissé les bras

fédéral pris à l'époque des libéraux et qui permettait de l'atteindre devra être respecté.

Globalement, contrairement aux prétentions conservatrices selon lesquelles qu'une mise en place progressive et négociée de la réglementation environnementale protégera l'économie canadienne, cette approche la cantonnera plutôt dans une position de repli par rapport aux nations qui foncent depuis un moment dans l'ère écologiste. Le Canada se retrouvera en retard.

Tout n'est bien sûr pas mauvais dans le plan d'action qui a été rendu public hier à Ottawa, notamment la volonté de réduire le smog urbain, de s'attaquer aux polluants qui entrent à l'intérieur des habitations et de forcer l'efficacité énergétique, mais le cœur du problème des changements climatiques n'a malheureusement pas été touché.

On comprend donc M. Harper de ne pas avoir été présent hier pour défendre sa Loi sur l'air pur, pierre angulaire du plan conservateur en environnement. C'était en effet un moment plutôt gênant.

THE GAZETTE: Editorial: Conservative green plan fails to address issue - Friday, October 20, 2006

Compared to most of the policy areas where governments operate, the environment is formidably complicated, uncertain, and difficult. Many issues that governments handle demand fairly simple decision-making followed by cheque-writing, but knowing just what to do about issues of air and water quality and waste management is a far more complex challenge: modelling is an art more than a science, pollutants come from countless different sources public and private, polluters lie, chemicals combine with others or decompose, causality is tangled, experts disagree.

Similarly, getting co-operation on environmental matters is no walk in the park. Homeowners think they can't afford the up-front cost of, say, better insulation. Employers threaten layoffs if asked to operate more cleanly. People want to drive big cars. Companies are unwilling to do anything that limit profits, even when assured that competitors are being treated the same way. Whole industries plead desperation as an excuse to justify continued damaging behaviour.

And if all that's not enough, environment is a shared power in Canada, and provinces do not always agree with Ottawa or each other about problems or solutions.

This litany of difficulties also says nothing of enviro-problems that cross national boundaries. From acid rain to global climate change, just getting the attention of the United States government - to say nothing of governments in Russia, China, or India - can prove all but impossible. Getting worldwide co-operation is often, as in the case of the Kyoto accord, just a dream.

Despite all these handicaps, however, it is self-evident we must try, as a society, to protect this planet; we don't have a spare. By that standard, it is disappointing to examine the Conservative federal government's long-awaited Clean Air Act, tabled in Parliament yesterday.

The dates tell the story: The country will not even have national targets for smog and ozone levels until 2020. New fuel efficiency rules for cars and trucks won't be ready until 2010. We will need another three years merely to reach the point of setting targets for big emitters of greenhouse gases (GHG), and these targets, when they materialize, will be "intensity-based," which means actual emission totals will rise, not fall. And yet, the government says cheerfully, Canada's GHG emissions are somehow going to fall to roughly half of 2003 levels by 2050. And there'll be pie in the sky by and by, too.

Some elements of the draft act are more appealing; unfortunately, these tend to be rather trivial: Within a year we'll have emission limits on motorcycles, outboard engines and ATVs.

The chorus of criticism started quickly after the bill was presented, and was full-throated by noon. Growing public concern about climate change, in particular, has led many people to demand, not to say expect, a speedy panacea for that and other environmental problems - and to denounce the Conservatives because their measures are not miraculous.

That's unreasonable. No government on Earth has been able to transform its society and economy toward sustainability as quickly and as thoroughly as some now insist Canada do. And as Environment Minister Rona Ambrose noted yesterday, the bill does "introduce mandatory regulations on all industry sectors across Canada to reduce air pollution and greenhouse gases" - something no previous government has done.

That said, however, it is also clear this government has failed to grasp the nettle on global climate change.

Changing the course of the whole world economy is undeniably heavy work; for Canada to set a good example is, on the global scale, one of the easy parts. We should be doing better than this.

Greenhouse, remember?

Given Canada's position as an energy-producing nation, those plans may be a realistic recognition that short-term reductions are virtually impossible. But the Tory promises are distressingly vague. Everything hinges on lengthy negotiations. Perhaps worse, the Conservative scheme dwells on all sources of air pollution, such as cosmetics and cleaning products, when industrial sectors such as coal-fired electricity plants and upstream oil and gas producers churn out more than half of Canada's air pollution and 47 per cent of its greenhouse-gas emissions. Ottawa is at risk of losing sight of the main polluters in a haze of hairspray regulations.

There are some promising signs. The Conservatives suggest that industries focus on "self-supporting market mechanisms that are not reliant on taxpayer dollars." Companies could participate in emissions-trading schemes that would financially reward firms that actually reduced pollutants or took early action against them. They also hint that they will consider tax credits for investments in new technology, such as carbon-dioxide sequestration, that diverts harmful gases from the atmosphere. Such approaches could improve the environment and boost the economy.

But such suggestions are far too few. With the Tories' leisurely approach to target-setting, there is little incentive to speed up the remedies. Voters cannot hold the Conservatives to strict account when their promises envisage deadlines that are decades away. Instead of setting out elaborate protocols for talks, the Conservatives should treat this problem as a priority.

There is something inherently unsettling about an air-quality plan that vows to tackle household mould with the same diligence that applies to those global plagues of greenhouse gases and smog. But that is precisely what the federal Conservatives did yesterday when they unveiled clean-air proposals that lump together all air pollutants, set out an agenda for lengthy consultations on all specific targets and placidly promise to reduce the overall level of greenhouse emissions by 2050. No one could ever accuse the Tories of making rash commitments.

Still, that exceedingly cautious approach, which avoids any controversial clampdowns until after the next election, remains preferable to the schemes of the previous Liberal government, which vowed strict action on greenhouse gases even as emissions inexorably rose. With yesterday's Clean Air Act, the Conservatives have promised to hammer out strict regulations for vehicle fuel consumption by 2011, when Ottawa's voluntary reduction accord with the auto industry expires. Between 2010 and 2015, it will spell out national targets for the control of smog and ozone. It will also develop targets for greenhouse-gas emissions that will allow total emissions to rise while lowering individual emissions. In other words, the amount of greenhouse gas released during the production of a single barrel of oil will dwindle although oil production increases. By 2050, Ottawa "is committed to achieving an absolute reduction" in greenhouse-gas emissions that will be 45 to 65 per cent below the levels that were produced in 2003.

THE GLOBE AND MAIL : Clean Air Act delivers rude awakening – Real environmental changes aren't coming in our lifetime, by John Ibbitson – Friday, October 2006

Clean Air Act delivers rude awakening

Real environmental changes aren't coming in our lifetime, JOHN IBBITSON writes



Never mind that, by the time the Tory climate-change plan comes to fruition, you'll probably be dead and your children approaching retirement. Never mind that, for the first time in our history, the Canadian government will repudiate an international treaty. Never mind that the Liberals deserve most of the blame.

What matters is this: The Conservatives have officially abandoned Canada's commitment to fight global warming in exchange for taking on a new fight, to reduce smog. But it will be years before we know whether making the switch was worth it.

Are we ready to make such an enormous leap of faith? The proposed Clean Air Act and its accompanying regulations, released yesterday, set a new target of 2050 for seriously reducing greenhouse gases. In doing so, Canada will violate its sworn obligations under the Kyoto Protocol on global warming. Canada was not the sort of country that violated multilateral treaties. Until now.

That does not mean the act is without value. It recognizes that U.S. environmental-protection levels are generally more stringent than their Canadian counterparts, and that, as a first step, this country should commit to making our standards as tough as theirs.

As well, within a year, there will be new emissions standards for motorcycles, off-road vehicles and forklifts. (You get a lot of forklifts on the 401 these days.) Future governments will be required to report to Parliament on how well, or badly, Ottawa is doing at meeting its reduction targets. This could cause politicians acute embarrassment around 2020.

And it is possible — but only possible — that urban pollution could eventually start to abate. But, for the rest, it's all consultation, negotiations, working in cooperation with, and accompanied by targets so far removed from the responsibility of existing politicians that the value of the promised benchmarks is impossible to evaluate.

All of this would have been just the latest ineffectual action from yet another government that talks

about air quality and does nothing had Stephen Harper not appeared determined to keep the environment from burning into the deficit from the late 1970s to the mid-1990s, government after government promised to bring debt and deficits under control, and failed, until forced to act by the threat of bankruptcy, requiring sacrifices that could have been avoided had earlier governments acted sooner.

The environment is the new deficit. As smog and greenhouse gases get steadily worse, government after government has promised meaningful action, and failed. A reasonable guess is that it will take another decade before things get so bad that the electorate is prepared to accept sacrifices.

But Mr. Harper had a proposition: Fight about greenhouse gases. We can't make our targets any easier, and the science is improved. Instead, let's tackle smog, let's really improve air quality. The man that has asthma, it was reasonable to believe he was serious.

But that would mean shutting down coal-fired generators both in Canada and the United States. It would mean year after year of negotiations with the Americans, until we convinced them the way Brian Mulroney convinced them on acid rain.

It would mean new fuel taxes and coercive emissions caps. It would mean no new suburbs, and much denser urban development. It would mean taking gas-guzzlers off the road and redirecting billion of dollars from other programs into public transit, with economic consequences for the automobile industry and political consequences for the government of the day.

Instead, we have future benchmarks. Environment Minister Ron Ambrose promised yesterday that those benchmarks would be so strict that air quality in urban centres would measurably improve within a few years. But that's not science: that's an election promise.

So don't punish the Conservatives for failing to come through with the goods. Punish them for asking us to dream, then waking us with cold water.

johnibb@theglobeandmail.com



It's not easy being green

In June of 1989, a remarkable thing happened. When Environics asked Canadians what they saw as the top problem facing the country, the most common answer was the environment. We've asked this question quarterly since 1983, and answers have varied. Health care and national unity are common as top issues; unemployment and inflation appear depending on the economic weather. But 1989 was the first time the environment emerged as Canadians' most pressing concern.

It was an important signal. Certainly, Canadians were alarmed by the environmental disasters in the news then. The Exxon Valdez oil spill occurred in March, 1989, dousing that iconic oil-soaked seabird in Prince William Sound. Talk of acid rain and the depleted ozone layer were causing unease, and the summer of 1988 was the hottest on record, with droughts throughout North America.

But in addition to alarm about these events, Canadians were developing a new orientation to the environment, and a new understanding of where they fit into the ecosystem. In a sense, as Canadians moved away from traditional religion and the rules and relationships it entailed, environmentalism became a kind of secular religion; we moved from deference to a patriarchal God to harmony with a matriarchal Gaia. Like religion, environmentalism involves a commitment to something larger than oneself — the earth and its systems. Environmentalism asks people to suppress their egotism and say, "I will make this sacrifice — be it walking when I would rather drive, or kicking hard-earned dollars into the collection plate — because my own desires are not the only things that count."

Today, amid mounting evidence of global climate change, we see the environment once again mov-

ing to the top of the public agenda. At our last measure, Canadians saw the environment as second only to health care as a pressing issue facing the country. It remains to be seen now whether Canadians will view the Conservatives' "made-in-Canada" environmental policy as a sufficiently serious offering to the green gods.

Like religion, environmentalism offers opportunities to individuals and their governments for both guilt and redemption. And like religion, the imperatives of environmentalism can be sufficiently demanding that we sometimes believe in them more than we actually adhere to them. If Canadian environmentalism was baptized in the sludge of the Exxon Valdez and underwent its confirmation in Kyoto, it still manages on occasion to lapse into sin.

When we have polled Canadians about their views on the environment over the past decade, they have consistently told us that they:

- View environmental threats to be significant, and more serious than nuclear war or worldwide pandemics.
- Believe that individual citizens can make a difference in helping to protect the environment.
- Are willing to do their part, in terms of environmental purchases, recycling, and supporting regulations and taxes to further environmental protection.
- Report taking some green steps, cutting back on home energy use and reducing unnecessary driving.

Despite these eco-pieties, we see behaviour among Canadians that is not entirely green. We see rising levels of per capita energy and resource consumption, as well as the growing popularity of SUVs, whose share of the Canadian new car market has almost quadrupled since 1990. Household waste is a perennial issue across Canada.

The environment is Canadians' secular religion, offering us both guilt and redemption, say

MICHAEL ADAMS and KEITH NEUMAN

Are Canadians hypocrites who talk a good game but in the end do not really care about the Earth? We think not. Like righteous souls in a fallen world, Canadians are doing their best but encounter obstacles in their efforts to act green.

First, there is the matter of where we live. An increasing proportion of us live in low-density suburban housing tracts with limited public transit options, where a car is the only way to get by.

Second, like the rewards and punishments of the afterlife, fallout from the environmental damage we cause is difficult to predict and sometimes does not show itself until it's too late. Most people take it on faith that they should conserve energy and reduce waste, but don't feel immediate negative effects of environmental damage.

Third, Canadians receive mixed signals about the environment. On one channel, Rick Mercer tells us to reduce our consumption; on the next, we find an ad for a Hummer. Often, glossy ads from marketers make a stronger impression than devout messages about restraint and conservation.

This brings us to perhaps the greatest factor in the inconsistency between Canadians' claims about the environment and their actual behaviour: the tension between our roles as citizens and consum-

ers. As citizens, we have a collective interest in a sustainable future. As individuals, we have daily needs — and desires that our consumer society encourages us to see as needs.

This dual identity is every bit as true of governments that must balance the long-term necessity of maintaining an environment in which its citizens can live and work healthfully, and the short-term need to foster industry. Often the economic demands of today edge out ecological concerns about tomorrow — whether for the individual getting to work or the government making a policy trade-off.

Government, of course, cannot fix everything on its own; we are all consumers and all guilty in some way. To a great extent, Canadians' behaviour vis-à-vis the environment will come from peer pressure. The country's many successful blue-box programs offer a perfect example of social norms evolving around green behaviour: Everyone sees who puts out their box in the morning. It's like going to confession in the public square.

Our research suggests that Canadians genuinely want to lighten their footprints on the Earth; their expressions of concern about the environment are neither superficial nor hypocritical. But they cannot walk the narrow path of ecological righteousness alone. Canadians will look to government, institutions, and the private sector for active and visible leadership. It will be fascinating to see whether the current government, with its emphasis on traditional values including religiosity, will be able to integrate Canadians' secular religion into their policy agenda.

Michael Adams is president of the Environics group of companies. Keith Neuman is the company's group vice-president, public affairs.

Here's to the Jaccardian approach to clean air



JEFFREY SIMPSON

Mark Jaccard is hot these days, very hot, but his ideas are apparently too hot for the Harper government.

Canada has a gaggle of climate-change scientists and economists who, like Prof. Jaccard of Simon Fraser University, have been labouring in the field for years, often without a large public following.

But Prof. Jaccard is fast becoming among the best known. In April, his book on climate change won the Donner Prize for the year's best work on public policy. He's much in demand, speaking at conferences here and abroad (he just returned to Vancouver after a gig in Britain). Government departments consult him. Although he is politically non-aligned, several Liberal leadership candidates, especially Michael Ignatieff, have contacted him.

Rather suddenly, climate change and what to do about it has become part of public discussion, which has made Prof. Jaccard (and other climate-change experts) hot. Even the Conservatives have had to bow to public sentiment. From a position of almost sheer denial a while ago, the Conservatives presented some policies yesterday for slowing down — not reducing —

the increase in greenhouse-gas emissions.

Prof. Jaccard and those who think as he does accept something that some in the green movement do not: For as long as anyone can see, fossil fuels will be the principal means of energy. The demand for energy worldwide is going to grow over the next 100 years as population increases and countries get richer.

Get over the idea that renewables (hydrogen, wind, tidal, solar, hydro, biomass) will take over from oil, natural gas and coal. They can and should play a larger role in the energy mix, but they will not replace fossil fuels.

People aren't going to switch from cars to bicycles, given our weather and the way our cities are designed. Urban densities can and should increase — witness the brilliant intensification of central Vancouver, especially Yaletown — but that will take decades. Public transit can and should be improved, but the car will remain an indispensable tool for personal mobility.

(The Conservative tax break for transit users is silly, since it will induce only a few people to switch from cars, at too high a cost to the treasury for the resulting gain.)

Building codes should become more energy efficient. Cars can be forced to become more fuel efficient, as the Conservatives proposed yesterday, but they are owned for an average of seven years, so things won't change overnight.

Getting serious about climate change, according to Prof. Jaccard, means avoiding superficially at-

tractive but not very productive policies. All those utility company efforts to get people to save energy are of only marginal use. Public relations campaigns such as Ottawa's One-Tonne Challenge starring in-your-face and unfunny Rick Mercer are useless.

Just reducing the "intensity" of how much energy it takes to produce more energy, as the Conservatives propose, isn't nearly tough enough, because such an approach only reduces the increase in emissions.



More Comment...
It's going to take our best minds to get out from under climate change, says Harvey Weingarten globeandmail.com

Instead, a basket of policies is needed to make fossil fuel and coal production carbon-free or too costly to contemplate by insisting that carbon emissions be injected back into the ground and stored after being used for extracting tertiary oil deposits, or bought and sold as part of a cap and trade system.

Canada committed itself to such a system after Kyoto, but nothing was done. In fact, once the Liberal governments ruled out using the price mechanism to lower emissions, their policy became a mixture of jaw-boning, wishful thinking, round tables, subsidies, useless policies and general incoherence — all of which combined to give Canada its poor record.

A price has to be placed on carbon: Release it and you pay; save or buy it and store, and you gain. Taxes have to be adjusted to penalize carbon emissions at the expense of other activities that are carbon-reducing or neutral.

In the Jaccardian approach, there must be government regulations setting clear, mandatory targets, easily attainable at first, then more demanding as the years go by, so that companies, governments and consumers can adjust.

Canada cannot reach its Kyoto target by taking 265 megatonnes of carbon from its economy in the next two to six years; it's impossible. Prof. Jaccard correctly says: Forget Kyoto, phase one. We blew it, period. But get on with the job of reducing emissions starting now, but starting smart.

jsimpson@globeandmail.com

Loi sur la qualité de l'air : articles

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Harper remet le compteur à zéro : Rien de concret avant 2010 pour le smog et 2020 pour les GES - Édition *du vendredi 20 octobre 2006*

Alec Castonguay

Ottawa -- Le gouvernement Harper a choisi de remettre le compteur du Canada à zéro en matière de lutte contre les changements climatiques. Aucune réduction des émissions de gaz à effet de serre ne sera exigée avant au moins 15 ans, soit d'ici la période 2020-25. Et le gouvernement prendra encore quatre ans avant de fixer les cibles à atteindre durant ces années. De plus, sur le front de la lutte contre le smog, les conservateurs vont exiger les premiers résultats tangibles uniquement «vers la fin de 2010». Une approche «inacceptable» qui a toutes les allures d'une «coquille vide» et qui vise à «gagner du temps», ont aussitôt dénoncé avec virulence les partis d'opposition et les groupes écologistes.

Le Parti conservateur a déposé hier sa très attendue Loi canadienne sur la qualité de l'air, présentée comme «la composante maîtresse» de son plan environnemental de l'automne. La loi, qui ne verra probablement jamais le jour durant ce mandat minoritaire, laisse encore beaucoup de zones grises et repousse à plus tard la lutte contre les gaz à effet de serre (GES) et le smog : absolument rien ou presque ne sera en place avant la fin de 2010. De plus, les objectifs canadiens du protocole de Kyoto sont officiellement abandonnés. D'ailleurs, le mot «Kyoto» n'est pas mentionné une seule fois dans les documents présentés hier.

Dans les faits, la Loi canadienne sur la qualité de l'air accorde peu de nouveaux pouvoirs au gouvernement et ne fait que modifier trois lois existantes, dont la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE). La loi permet néanmoins au gouvernement d'occuper un vaste terrain pour réglementer le rejet dans l'air des polluants et des GES, mais il est impossible de savoir dès maintenant avec quel sérieux Ottawa a l'intention de s'attaquer aux émissions, puisque des consultations de quatre ans sont prévues avec les provinces et les industries.

À court terme, soit d'ici 12 mois, quelques mesures viendront tout de même réduire les émissions de polluants atmosphériques qui causent le smog. Des règlements seront décrétés pour serrer la vis aux motocyclettes, aux tracteurs, aux moteurs hors-bord, aux motoneiges et aux motomarines, entre autres. Chaque catégorie aura sa cible de réduction, qui variera de 51 à 72 % d'ici 2025, selon les chiffres fournis hier au Devoir par Environnement Canada. Ces types de véhicule représentent toutefois une fraction du problème. Pour le reste, il faudra attendre la fin de l'année 2010. Les consultations auront alors permis d'élaborer des règlements qui contraindront les émetteurs de polluants atmosphériques qui causent le smog à réduire leurs rejets de substances toxiques. C'est d'ailleurs en 2011 que le secteur automobile se verra imposer de nouvelles normes d'émissions. Les objectifs obligatoires pour l'industrie de l'auto seront toutefois inspirés des normes volontaires en vigueur actuellement et ne ressembleront donc en rien aux mesures sévères imposées par la Californie.

Les secteurs industriels visés par les règlements de 2010 sur le smog sont : les centrales thermiques, l'industrie pétrolière et gazière, les fonderies de métaux de base (fer, acier, ciment), les

producteurs forestiers et les producteurs de produits chimiques. Ces industries sont responsables de 52 % des rejets de polluants atmosphériques. Des réductions absolues et obligatoires de leurs émissions seront donc imposées dans quatre ans.

Ce qui ne sera pas le cas des émissions de gaz à effet de serre, pourtant parfois émis par les mêmes industries dont les polluants causent le smog (centrales thermiques et transport, entre autres). Durant la période 2010-15, les entreprises qui émettent des GES devront se conformer à des cibles de réduction basées sur l'intensité des émissions. Cette approche, qui sera balisée seulement après les consultations, ne prend pas en compte la réduction totale des émissions mais seulement la réduction par unité de production. Les efforts d'une usine pour émettre moins de GES seront donc reconnus même si sa production totale a augmenté et même si cela signifie qu'elle émet, en réalité, plus de GES qu'auparavant. La ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a déjà reconnu que ce système permettra dans les faits une augmentation des rejets de GES qui causent le réchauffement de la planète.

Il faudra attendre la période 2020-25 avant de voir une réduction dite «absolue» des émissions de GES, à l'image des principes qu'on retrouve dans le protocole de Kyoto. Si les fonctionnaires d'Environnement Canada ont voulu se faire rassurants hier en expliquant que cette période plafonnera les émissions de GES émis au Canada grâce à des règlements sévères, les documents remis aux journalistes ne sont pas aussi limpides. Ainsi, dans l'avis d'intention, on peut lire que «les projets de règlements pourront comprendre des objectifs à court [2010-15] et moyen terme [2020-25]». Le document utilise le conditionnel.

Un peu plus loin, on lit que le gouvernement espère que son parcours aura été «suffisamment ambitieux pour tendre vers des réductions absolues des émissions et, ce faisant, [pourrait] supporter la mise en place d'un plafond déterminé des émissions durant cette période». En résumé, tout dépendra de l'allure des émissions en 2020. Si la situation va mal, Ottawa pourrait donc ne pas imposer de réduction absolue, même durant cette période.

De plus, le gouvernement se fixe un objectif à très long terme. En 2050, soit dans 44 ans, Ottawa désire avoir réduit ses émissions de GES de 45 % à 65 % par rapport au niveau de 2003. Le gouvernement conservateur prend l'année 2003 comme référence, alors que Kyoto utilise 1990. Puisque le Canada a vu ses émissions de GES augmenter de 27 % depuis 1990, l'effort exigé est donc moins important en utilisant l'année 2003. En suivant la logique conservatrice, mais en prenant l'année 1990 de Kyoto comme point de référence, le Canada aura réduit de 31 à 56 % ses émissions de GES en 2050.

Le projet de loi nous apprend aussi que le gouvernement ne ferme pas la porte à la création d'un marché du climat, contrairement aux propos tenus par la ministre devant un comité parlementaire il y a deux semaines. Un système d'échange de crédits d'émission, comme en Europe, fera partie de la réflexion à venir, souligne le document. Encore là, rien ne semble toutefois prévu avant 2020.

En conférence de presse, la ministre Rona Ambrose a livré un discours musclé qui contrastait avec les mesures concrètes du projet de loi. Elle a défendu sa politique en soutenant qu'elle allait «permettre de faire ce qui doit être fait». «Nous allons poser des actions concrètes pour réduire la pollution. Le temps des mesures volontaires est révolu. [...] Le temps pour l'industrie de payer les factures est arrivé», a-t-elle affirmé.

Selon la ministre, les nouveaux délais sont nécessaires pour permettre une transformation en profondeur de l'économie canadienne. «Il faut permettre aux nouvelles technologies de se développer. On parle de transformer la façon de produire des entreprises. Il faut du temps et des investissements pour ça.»

Le projet de loi déposé hier risque toutefois de ne pas atteindre l'objectif politique souhaité par les conservateurs, qui veulent se présenter comme un «exemple» à suivre en matière d'environnement. C'est que la réaction des partis d'opposition, mais aussi des groupes écologistes, a été virulente hier.

Il s'agit d'une «coquille vide» a lancé le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, lors d'une période de questions largement dominée par le projet de loi conservateur. «C'est un projet de loi inacceptable bâti pour les pétrolières», a renchéri le critique du

parti, Bernard Bigras. Le Bloc n'a d'ailleurs pas l'intention de voter en faveur de la loi.

Les libéraux ont eux aussi déjà décidé de s'opposer au projet de loi, tout comme le NPD, ce qui risque d'entraîner sa mort s'il n'est pas modifié avant d'être soumis au vote. Le député libéral Pablo Rodriguez a d'ailleurs vertement critiqué la ministre aux Communes. «Je me demande quel âge aura la ministre en 2050. D'ici là, que restera-t-il des glaciers dans le Grand Nord ? Combien de terres ne seront plus cultivables ? Combien de villes côtières auront été inondées ? Combien de gens seront morts des conséquences directes ou indirectes des changements climatiques ?», a-t-il martelé. Le NPD, lui, qualifie de «dangereux» une approche aussi molle contre les changements climatiques.

«C'est officiellement la fin de Kyoto au Canada et c'est troublant, a de son côté affirmé Matthew Bramley, de l'Institut Pembina. C'est une gifle aux grandes institutions scientifiques qui réclament des actions immédiates et urgentes pour lutter contre le réchauffement de la planète.»

La ministre Ambrose s'est défendue d'abandonner Kyoto, même si elle juge «irréaliste» l'atteinte de ses objectifs. «Nous allons continuer de travailler avec la communauté internationale», a-t-elle dit.

LE DEVOIR : Gaz à effet de serre : Québec devra faire son deuil des 328 millions promis par les libéraux, dit Cannon – Édition du vendredi 20 octobre 2006

Gaz à effet de serre

Québec devra faire son deuil des 328 millions promis par les libéraux, dit Cannon

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le ministre des Transports et lieutenant québécois de Stephen Harper, Lawrence Cannon, a été catégorique hier: le gouvernement du Québec ne touchera pas les 328 millions promis par le gouvernement Martin pour le respect du protocole de Kyoto. Mais le ministre québécois de l'Environnement, du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Claude Béchard, n'a pas l'intention de baisser les bras.

De passage à Québec pour expliquer le projet de loi fédéral sur la qualité de l'air, Lawrence Cannon a indiqué qu'il fallait «tourner la page» sur les engagements pris par le gouvernement précédent à l'égard du protocole de Kyoto. Est-ce à dire que le gouvernement du Québec doit renoncer aux 328 millions promis? «C'est exactement ça», a baissé l'épaule M. Cannon.

A cette nouvelle rebuffade indignée par le gouvernement Harper, Claude Béchard a répliqué qu'«on ne prendra pas de non pour réponse». L'ensemble des Québécois appuie Kyoto, a-t-il fait valoir. «On a même perdu à certains niveaux un avantage économique comparatif par rapport à d'autres provinces. Alors, ce n'est pas vrai qu'on va laisser aller de l'argent ailleurs dans les prochaines années et, nous, les 328 millions, on va continuer de les réclamer, programme par programme, projet par projet, et on ne lâchera pas», a-t-il déclaré.

Le projet de loi fédéral sur la qualité de l'air a été mal reçu à Québec. «Inutile de nous dire qu'on est à la fois surpris et étonnés», a dit M. Béchard. La cible de 2050 pour réduire les gaz à effet de serre lui apparaît bien lointaine. «Nous, ce qui nous intéresse, c'est 2006-2012», a-t-il dit. Le ministre a souligné que le Québec n'est pas la seule province à tenir à Kyoto. «J'ai bien hâte de voir la réaction de l'Ontario», qui a signé une entente ferme de 500 millions avec le gouvernement Martin.

En juin dernier, le gouvernement Charcut a présenté son plan de réduction des GES, qui prévoit une dépense de 200 millions par année pendant six ans, ou 1,2 milliard, financée à même une redevance sur l'énergie fossile. Ce plan vise à réduire de 4,8 % les émissions de GES, soit 1,2 % de moins que l'objectif de Kyoto de 6 %. Les 328 millions réclamés au gouvernement fédéral devaient servir à combler cet écart de 1,2 %.

M. Béchard a cité l'exemple de l'investissement de 2,5 millions du gouvernement fédéral pour prolonger un quai au port de Sept-Îles. Cette somme pourrait venir en déduction des 328 millions promis compte tenu que la rénovation du quai contribuera à réduire la circulation automobile.

LA PRESSE : 1^{ère} page : Kyoto part en fumée – Plan vert controversé : il faudra 50 ans pour réduire les gaz à effet de serre de moitié - Le vendredi 20 octobre 2006

Gilles Toupin, Ottawa

Le gouvernement Harper a accouché hier d'un plan vert controversé qui établit qu'il faudra près d'un demi-siècle pour réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays.

Les conservateurs ont clamé de plus qu'ils étaient le premier gouvernement de toute l'histoire du Canada à introduire des mesures obligatoires pour combattre la pollution atmosphérique.

«Auparavant, a déclaré la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, les objectifs volontaires étaient établis en fonction de ce que l'industrie jugeait acceptable. Cette loi est historique, d'autant plus que nous sommes le premier gouvernement à réglementer et à appliquer des objectifs d'émissions.»

Ce vaste plan, promis depuis longtemps par les conservateurs, a été très mal reçu par l'opposition et par les groupes de défense de l'environnement, qui affirment que les grands pollueurs -notamment l'industrie pétrolière- ont été scandaleusement ménagés par le projet de loi et que le Canada a renoncé à respecter ses engagements de réduction de GES pris à Kyoto.

Le plan du gouvernement fédéral n'établit pas, en effet, de cibles à court terme pour la réduction des gaz à effet de serre. Il prévoit simplement que les mesures contraignantes qui seront adoptées feront en sorte que les émissions de GES seront réduites en 2050 de 45 à 65% par rapport aux émissions de 2003.

En fait, comme l'a reconnu la ministre Ambrose hier lors d'une entrevue avec La Presse, si l'on utilise le repère de Kyoto, soit 1990, le plan

conservateur fera en sorte que ces émissions de GES pourraient être réduites, dans le meilleur des scénarios, d'environ 50% en 2050.

Entre-temps, Ottawa établira, après des consultations de trois ans avec les grandes industries polluantes, des limites d'émissions à court et à moyen terme selon la méthode dite d'intensité. Cette méthode exigera des industries qu'elles réduisent leurs émissions de GES par unité de production. Le problème avec cette méthode, estiment ses opposants, c'est que dans le cas d'une augmentation de la production de certaines industries, aucun plafond d'émissions n'est fixé, ce qui risque de provoquer une augmentation plutôt qu'une diminution des émissions globales.

«À court terme, notre proposition est réaliste, se défend la ministre, parce qu'il est impossible de procéder à des réductions absolues dès maintenant. Il faut la technologie. Nous ne l'avons pas. Il nous faut pouvoir capter les GES et les entreposer. Pour cela, il faut commencer à réglementer les grosses industries comme celles du pétrole et du gaz. C'est alors qu'elles investiront dans la technologie de captage des GES.»

Selon le projet de loi, les grands pollueurs, incluant les pétrolières, selon ce qu'a assuré Mme Ambrose à *La Presse*, commenceront à être asservis à certaines réglementations dès 2010 mais il faudra attendre l'année 2020 pour que des cibles d'émissions des polluants atmosphériques qui produisent le smog soient en place.

Mme Ambrose a rejeté hier les critiques de ceux qui lui reprochent de reporter aux calendes grecques la réduction de la pollution atmosphérique et des GES.

«Il y a des réductions dès maintenant, a-t-elle assuré. Par exemple, le crédit d'impôt que nous avons instauré pour le transport en commun équivaut au retrait de 56 000 voitures des routes chaque jour. C'est beaucoup d'émissions de GES en moins. Notre cible pour le secteur de l'automobile en 2010 de 5,3 mégatonnes représente quelques centaines de milliers de véhicules de moins sur les routes. Ce sont là des réductions immédiates. Et ce n'est qu'un début.»

La ministre estime que les industries en général ont démontré dans le passé leur rapidité d'adaptation aux changements. «Je suis persuadée, a-t-elle affirmé à *La Presse*, que les industries atteindront les cibles de réduction beaucoup plus vite que les dates butoirs que nous avons imposées.»

Le gouvernement mettra au point également d'ici 12 mois une réglementation pour réduire davantage les émissions de polluants atmosphériques des motocyclettes, des moteurs hors-bord, des motomarines, des motoneiges, des véhicules tout-terrain, des camions et des autobus, des moteurs diesels et de l'équipement hors route utilisé dans les secteurs de la construction, de l'industrie minière, de la foresterie et de l'agriculture.

Panoplie d'amendements

Malgré toutes ces initiatives, il est peu probable, selon les partis de l'opposition qui représentent la majorité aux Communes, que ce plan vert passe l'épreuve du Parlement. Pour le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique, c'est un projet de loi mort-né «fait en Alberta et écrit à Washington», pour employer l'expression lancée par le chef bloquiste Gilles Duceppe hier. Pour les libéraux, seule une panoplie d'amendements significatifs au projet pourrait les convaincre d'appuyer le plan conservateur.

La Loi canadienne sur la qualité de l'air comporte aussi un important volet sur la pollution atmosphérique qui permettra de réglementer un plus grand nombre de produits de consommation et commerciaux.

Le projet de loi met aussi de l'avant de nouvelles mesures pour assurer aux Canadiens une meilleure qualité de l'air intérieur. Le ministre de la Santé, Tony Clement, s'est d'ailleurs dit convaincu hier que la Loi canadienne sur la qualité de l'air «fera beaucoup pour améliorer la santé d'un grand nombre de Canadiens».

LA PRESSE: Le dernier clou dans le cercueil de Kyoto – Vendredi 20 octobre 2006

Le dernier clou dans le cercueil de Kyoto

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le gouvernement Harper vient d'enfoncer le dernier clou dans le cercueil de Kyoto en dévoilant son plan pour lutter contre les changements climatiques, croient les environnementalistes. Mais les trois partis de l'opposition aux Communes jurent d'en bloquer l'adoption.

point de presse Dale Marshall, analyste à la Fondation David Suzuki. «Pendant ce temps, les émissions de gaz à effet de serre et les émissions de polluants vont continuer d'augmenter.»

L'opposition s'est elle aussi ligüée contre le projet de loi et a réservé une période de questions difficile à la ministre Ambrose. Tous ont déclaré qu'ils n'appuie-

qu'après les Fêtes, a déclaré hier le député Pablo Rodriguez. On tenterait ainsi de faire porter l'odieux d'un rejet officiel de Kyoto aux conservateurs, tout juste avant de possibles élections printanières.

Adopté en 1997 et entré en vigueur l'an dernier, le protocole de Kyoto prévoyait une réduction de l'émission des gaz à effet de serre de 5,2% entre 2008 et 2012, par rapport aux niveaux de 1990. La suite reste à déterminer mais plusieurs États se sont déjà fixé des objectifs à long terme plus ambitieux que ceux du Canada pour la réduction des gaz à effet de serre.

C'est le cas de la Californie, où le gouverneur Arnold Schwarzenegger a pris l'engagement théorique de réduire les émissions de plus de 80% d'ici 2050, par rapport aux émissions de 1990.

Ce qui fait paraître le Canada d'autant plus mal sur la scène mondiale, s'entendaient pour dire tous les critiques hier. «C'est un projet de loi qui est fait sur mesure pour l'industrie pétrolière au Canada. Alors que les glaciers fondent, le gouvernement a décidé de consulter. C'est probablement l'un des plus grands reculs environnementaux au Canada», a déploré Bernard Bigras, porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement.

«C'est un projet de loi qui est fait sur mesure pour l'industrie pétrolière au Canada. Alors que les glaciers fondent, le gouvernement a décidé de consulter. C'est probablement l'un des plus grands reculs environnementaux au Canada.»

Le très attendu projet de loi sur la qualité de l'air de la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, propose essentiellement de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, par rapport au niveau de 2003. De plus, le gouvernement se réserve trois années supplémentaires pour consulter l'industrie canadienne. La loi n'imposerait donc aucune nouvelle règle avant 2010.

On semble vouloir acheter du temps plutôt que de s'attaquer de manière sérieuse au réchauffement climatique, s'est plaint en

raient pas l'initiative conservatrice à moins de changements majeurs avant sa deuxième lecture. En principe, elle devrait avoir lieu avant Noël.

La tournure des événements joue en faveur des libéraux, qui ont déjà présenté un autre projet de loi afin de forcer le gouvernement à respecter les objectifs de Kyoto. Ce projet, favorisé au comité de l'Environnement où l'opposition est majoritaire, devrait revenir en Chambre sous peu.

Par contre, le parti pourrait bien le garder dans sa manche jus-

FAITS SAILLANTS

- > Réduction des gaz à effet de serre (GES) à court terme (2010-2015) et à moyen terme (2020-2025) en consultation avec les grandes industries.
- > Réalisation d'une réduction absolue et obligatoire des GES de 45 à 65 % d'ici 2050 par rapport au niveau des émissions de 2003.
- > Mettre en place dès 2011 de nouveaux règlements pour la consommation de carburant des véhicules automobiles.
- > Établir des objectifs nationaux pour le contrôle de l'ozone et les matières particulaires pour les périodes de 2020-2025 et 2050.
- > Harmoniser la réglementation canadienne sur les carburants, les véhicules et les moteurs avec les normes américaines d'ici 12 mois.
- > Réduire d'ici 12 mois les émissions de composés organiques volatils de divers produits de consommation et commerciaux comme la peinture et harmoniser la réglementation avec celle des États-Unis.
- > Négocier avec les provinces pour mettre au point un système de normes destiné à préparer des rapports obligatoires sur les émissions de polluants atmosphériques.
- > Créer un Fonds canadien de la technologie destiné à faire progresser la technologie verte grâce aux amendes infligées aux pollueurs délinquants.

LA PRESSE : Douche froide pour le Québec : La réprobation est unanime contre le surplacé conservateur – Vendredi 20- octobre 2006

Douche froide pour le Québec

La réprobation est unanime contre le surplacé conservateur

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest taille en pièces le projet de loi fédéral sur la qualité de l'air, qui renie les objectifs du protocole de Kyoto. Il condamne le refus d'Ottawa de lui verser les 328 millions de dollars qu'il attendait pour lutter contre les gaz à effet de serre.

« On est à la fois surpris et déçu », a laissé tomber le ministre du Développement durable et de l'Environnement, Claude Béchard, hier.

Québec comptait sur les 328 millions d'Ottawa pour atteindre l'objectif de Kyoto de réduire de 6 %, d'ici 2012, les émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990.

Le plan québécois sur les changements climatiques, déposé en juin, prévoit une réduction de 4,8 % des émissions grâce à un train de mesures. Les 328 millions de dollars d'Ottawa devaient permettre de les diminuer de 1,2 % et, ainsi, d'atteindre le fameux 6 % fixé par Kyoto.

De passage à Québec, le ministre fédéral Lawrence Cannon a affirmé que Québec doit faire son deuil des 328 millions. Cette somme avait fait l'objet de discussions entre Québec et le gouvernement Martin, mais aucune entente formelle n'avait été conclue, a-t-il souligné.

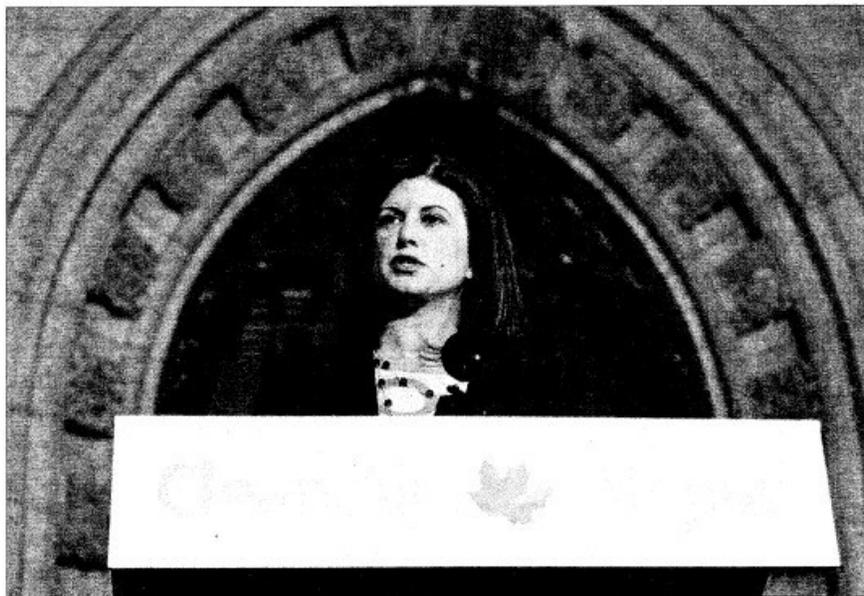


PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Outre ses collègues conservateurs et les dirigeants des pétrolières, la ministre Rona Ambrose a réussi à faire l'unanimité contre son plan vert. On la voit ici défendre ses politiques en conférence de presse.

« On ne prendra pas de non pour réponse », a riposté Claude Béchard qui, en septembre, se

disait pourtant confiant d'obtenir cette somme, et même davantage, de la part d'Ottawa.

« Il n'y a pas juste le gouvernement du Québec qui ne prend pas un non comme réponse, c'est

l'ensemble des Québécois, car ils sont derrière les objectifs de Kyoto », a-t-il ajouté.

Pour cette raison, Claude Béchard laisse entendre que les conservateurs vont payer un prix politique élevé pour avoir tourné le dos à Kyoto. « Le gouvernement fédéral devra vivre avec cette décision-là. »

Claude Béchard ne baisse pas les bras pour autant. Il entend réclamer l'équivalent de 328 millions lorsque Ottawa annoncera des programmes environnementaux concrets. « On ne lâchera pas », a-t-il martelé. Le député péquiste Stéphane Bergeron se demande toutefois « ce que le ministre entend négocier avec un gouvernement fédéral qui ne veut pas négocier ».

Claude Béchard reproche à son homologue fédérale Rona Ambrose de « repousser » les échéanciers fixés dans le protocole de Kyoto. « On peut bien parler de 2050, mais ce qui nous intéresse c'est 2006-2012. Il faut commencer quelque part », a-t-il plaidé.

Le ministre rappelle à Ottawa ses obligations internationales. « Le protocole a été signé par le Canada. À partir du moment où il y a une signature, il faut la respecter. Il faut voir ce qui va se passer au niveau international » maintenant qu'Ottawa renie le protocole, a-t-il expliqué.

Le Protocole de Kyoto enterré

Le gouvernement Harper fixe des objectifs « verts »... pour 2050

Éric Moreault
 emoreault@lesoleil.com

Les conservateurs ont servi un enterrement de première classe hier au Protocole de Kyoto, que le Canada a signé en 2002, en dévolant leur Loi sur la qualité de l'air. Non seulement le gouvernement canadien renonce à le respecter, mais il ne fixe pas de cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) à court terme et se donne jusqu'en 2050 pour atteindre ses objectifs.

Le gouvernement Harper a vertueusement critiqué l'inaction du gouvernement précédent dans sa lutte aux changements climatiques pour expliquer sa volonté de présenter son plan sur l'environnement dont cette loi doit être la pièce maîtresse. Dans les faits, il pelleté par en avant tout geste concret de réduction de la pollution — bien que le Canada produise seulement 2 % des GES au niveau mondial, la quantité par personne est l'une des plus élevées au monde.

À savoir

- 1990** Le Canada émet 600 Mt de tonnes de GES
- 2002** Le Canada signe Kyoto: objectif de réduction de 6 % en 2012, soit 36 Mt de GES en moins (544 Mt)
- 2004** Le Canada émet 900 Mt de GES, une augmentation de 30 % sur 1990
- 2010** Réduction prévue de 5 Mt de GES dans l'industrie automobile, soit 0,6 % du total actuel

Son objectif concret à court terme, la réduction de 5 millions de tonnes de GES par le secteur automobile d'ici 2010 alors que le Canada émet en ce moment environ 900 Mt de GES. Ce qui représente donc une réduction de 0,6 % des émissions.

Les grands pollueurs industriels, responsables de la moitié des GES, auront aussi à atteindre des cibles en 2010, déterminées après trois ans de consultations. Mais il est déjà prévu que les objectifs de réduction seront basés sur une baisse d'intensité. Les entreprises pourront donc émettre plus de GES si leur productivité augmente. Les conservateurs veulent toutefois des cibles assez ambitieuses pour atteindre une réelle réduction.

Les consultations précédentes, menées depuis trois ans, ont subi le même sort que Kyoto : à la trappe. Les nouvelles serviront, entre autres, à déterminer les façons « de réduire au maximum les coûts que l'industrie devra payer » pour s'y conformer.

Les conservateurs ont, à première vue, un objectif ambitieux pour 2050 : une réduction de 45 % à 65 % des GES, mais basée sur les émissions de 2003. Or entre 1990, année de référence de Kyoto, et 2003, les émissions ont augmenté de 24 %, en raison notamment de l'exploitation très polluante des sables bitumineux en Alberta et de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles.

« Il était totalement impossible d'atteindre Kyoto. Il valait mieux tourner la page. Ce qu'il faut regarder, c'est la progression qu'on va faire », a expliqué hier à Québec en point de presse



La ministre fédérale de l'Environnement, Rosa Ambrose, a présenté hier la Loi sur la qualité de l'air. Le gouvernement Harper y met de côté, entre autres, le Protocole de Kyoto, signé par le Canada en 2002. Avec les mesures annoncées, l'objectif « air pur », mis de l'avant en conférence de presse, est carrément inatteignable, croient les opposants. — PHOTO PC

Lawrence Cannon, ministre des Transports.

M. Cannon a aussi expliqué que son gouvernement abandonnait l'idée des crédits carbone, met d'investir dans les pays pauvres en échange de crédits pour les excédents de pollution. « Nous préférons que notre argent reste au pays. À l'intérieur de notre approche, si vous ne rencontrez pas les cibles, vous payez une amende. Cet argent

sera versé dans des fonds d'amélioration des technologies » antipollution.

APPROCHE DÉCRIÉE

Sans surprise, l'approche adoptée par le gouvernement Harper a été unanimement décriée par les partisans d'opposition et les groupes écologistes. En accord avec la philosophie conservatrice, qui fait peu de cas des changements climatiques, le gouvernement Harper

proposera d'ici un an des mesures pour réduire les émissions atmosphériques, qui causent le smog, motif pour les personnes qui ont des problèmes cardiaques ou respiratoires, les enfants, les vieux, etc. Les motocyclettes, les équipements à moteur et les véhicules récréatifs sont particulièrement visés. Les transports maritime, ferroviaire et aérien seront aussi mis à contribution à moyen terme.

Béchard surpris et déçu du refus d'Ottawa

Presse canadienne

Le Québec devra faire son deuil des 328 millions \$ qu'il souhaitait obtenir du gouvernement Harper pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES), a tranché le ministre fédéral Lawrence Cannon.

« C'était une demande qui avait été adressée à l'ancien gouvernement (libéral). Nous sommes le nouveau gouvernement du Canada », a dit le ministre des Transports et responsable du Québec, qui était de passage hier dans la capitale québécoise pour présenter aux journalistes les grandes lignes du projet de loi sur la qualité de l'air.

Le gouvernement de Stephen Harper a décidé de « tourner la page » sur le Protocole de Kyoto, dont les cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre étaient « totalement impossibles » à atteindre, a expliqué le ministre.

Devant cette rebuffade, la réaction de Claude Béchard était pour le moins prévisible.

« Je suis à la fois surpris et déçu, mais il est clair que nous ne lâcherons pas », a insisté le ministre du Développement durable et de l'Environnement.

Québec souhaitait obtenir 328 millions \$ du gouvernement Harper

ment, en point de presse à l'Assemblée nationale.

Ce n'est pas uniquement le gouvernement du Québec qui n'accepte pas le refus d'Ottawa, mais l'ensemble de la population québécoise, a poursuivi M. Béchard.

« Les Québécois sont derrière les objectifs de Kyoto », a-t-il rappelé.

Pour cette raison, le gouvernement Charest continuera d'exiger « programme par programme », « projet par projet », la part qu'il réclame d'Ottawa pour la lutte à la pollution atmosphérique.

Le Protocole de Kyoto, qu'embrasse Québec, prévoit la réduction d'ici 2010 de 6% des émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à leur niveau de 1990.

Selon M. Béchard, le plan vert du gouvernement québécois, déposé en juin dernier, permettra de réaliser 80% de cet objectif d'ici 2012. La contribution financière d'Ottawa est requise pour combler les 20% restants.

Mais si jamais le gouvernement Harper s'entête à ne pas verser les 328 millions \$ au Québec, il devra aussi « déchirer » l'entente de 500 millions \$ que l'Ontario a conclu avec l'ancienne administration de Paul Martin pour la réduction des GES, a prévenu le ministre québécois.

Les partis d'opposition voteront contre

OTTAWA — À peine déposé aux Communes, le projet de loi du gouvernement sur la qualité de l'air aura probablement la vie très courte, les trois partis d'opposition ayant décidé d'imposer leur majorité et de s'y opposer dès le vote en seconde lecture, tuant ainsi la mesure avant son étude en comité.

Unaniment, les partis d'opposition ont dénoncé les mesures incluses dans la législation proposée, critiquant le manque d'actions et de cibles à court terme pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Cette mort annoncée du projet de loi risque de devenir une cause majeure d'affrontements. Le Parti conservateur, qui misait sur cette mesure pour redorer son blason environnemental auprès des électeurs, ne manquera pas d'accuser l'opposition de nuire à l'environnement pour des raisons partisans.

Les partis d'opposition ont qualifié le projet de loi de faible et de tactique dilatoire pour plaire à l'industrie pétrolière plutôt que de s'attaquer à une urgence planétaire.

« Les glaciers fondent, et la ministre consulte », a illustré le bloquiste Bernard Bigras, qui y voit un recul environnemental marqué. *Presse canadienne*

QUALITÉ DE L'AIR

L'objectif serait atteint en 2050

OTTAWA | (PC) Le gouvernement conservateur a finalement dévoilé son projet de loi sur la qualité de l'air, hier, la pièce maîtresse de son tant attendu « plan typiquement canadien » sur l'environnement, qui propose des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à long terme et relance une série de consultations avec l'industrie.

Plus qu'un simple projet de loi, cette mesure est cruciale pour le Parti conservateur, qui doit redorer son blason environnemental auprès des électeurs. Ces derniers devront toutefois démontrer beaucoup de patience, puisque le projet de loi n'offre aucune cible de réduction de GES à court terme.

Cible lointaine

Muet sur les objectifs fixés par le Protocole de Kyoto, qui prévoyait une baisse de 6 % des émissions par rapport à 1990, le projet de loi proposerait désormais une cible nationale de réduction en 2050. Cette réduction devrait être de 45 à 65 % par rapport aux niveaux de 2003, passant l'éponge sur la période 1990 à 2003, durant laquelle les émissions de GES au Canada ont fait un bond de 26 %.

Dans un récent rapport, la commissaire à l'environnement, Johanne Gélinas, soulignait l'urgence d'agir et pressait le gouvernement d'établir des objectifs à court terme.

Au plus tôt, les premiers objectifs fermes de réduction des GES entreraient en vigueur en 2010 pour les véhicules automobiles.

Consultations au rancart

Les grands pollueurs industriels, qui sont parmi les plus grands émetteurs du pays, seront mis au pas à partir de 2010, après trois années de consultations avec les entreprises. Le secteur industriel

sort de trois années de consultations avec le gouvernement libéral, des consultations qui sont complètement mises au rancart.

Intensité

Les objectifs de réduction du secteur industriel pour 2010 seront toutefois basés sur le niveau d'intensité, ce qui veut dire que les entreprises pourront émettre plus de GES si leur production est à la hausse.

Des objectifs de réductions absolues ne seront appliqués qu'à partir de 2020.

Il est déjà assuré que le projet de loi aura droit à un parcours difficile aux Communes, les partis d'opposition le qualifiant de faible et de tactique dilatoire pour plaire à l'industrie pétrolière plutôt que s'attaquer à une urgence planétaire.

Rona Ambrose

La ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a défendu le projet de loi, expliquant qu'il est faux de croire que les émissions de GES ne baisseront pas dans les cinq prochaines années. Elle cite en exemple la politique favorisant l'utilisation de l'éthanol comme carburant ainsi que les réductions volontaires prévues selon l'entente avec les fabricants automobiles, sans préciser qu'il s'agit d'une entente conclue sous le gouvernement libéral de Paul Martin.

Smog

Comme prévu en vertu de l'approche adoptée par les conservateurs, la mesure met surtout l'accent sur la réduction des émissions de polluants atmosphériques, qui causent le smog. D'ici les 12 prochains mois, le gouvernement proposera des moyens d'abaisser la pollution produite par les motocyclettes, l'équipement à moteur et les véhicules récréatifs. Les secteurs du transport maritime, ferroviaire et aérien seront aussi mis à contribution à moyen terme.

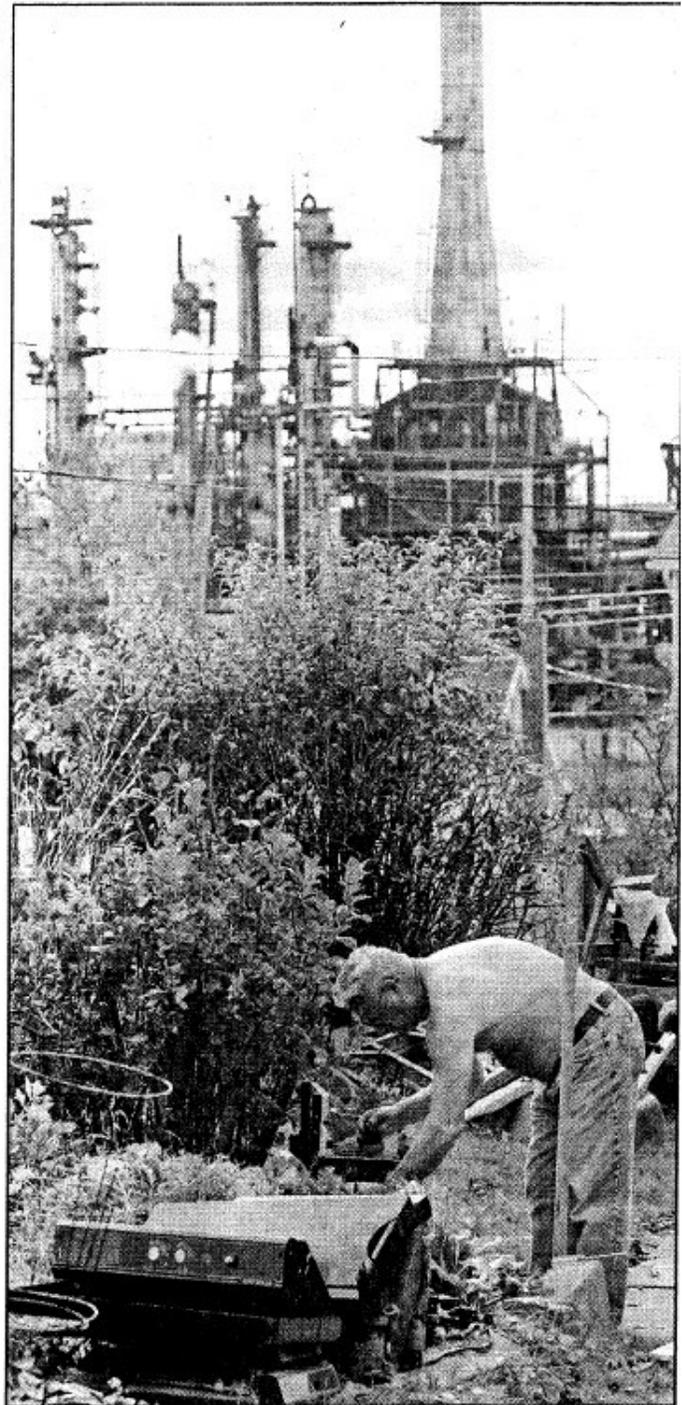


PHOTO D'ARCHIVES

■ Environnement: les Canadiens devront attendre deux générations.

Béchard déçu

■ «On n'acceptera jamais ce non comme réponse»

YVES CHARTRAND
Le Journal de Montréal

QUÉBEC | Contre toute attente, Ottawa ne versera pas un sou pour aider le Québec à atteindre les objectifs de Kyoto pour la réduction des gaz à effet de serre. Bye-bye, les 328 millions tant attendus depuis un an par le ministère de l'Environnement.

De passage hier à Québec, le ministre conservateur Lawrence Cannon a été sans nuance : le Québec devra faire son deuil d'une aide fédérale pour lutter contre les GES.

«C'est une demande qui avait été adressée à l'ancien gouvernement (libéral de Paul Martin). Nous sommes le nouveau gouvernement du Canada. Je dis : tour-nons la page», a déclaré le ministre des Transports.

Selon lui, le protocole de Kyoto comporte des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre «totalement impossibles» à atteindre.



CANNON

Sans nuance

Une bombe

Ce retrait a eu l'effet d'une bombe hier sur la colline parlementaire. Depuis plusieurs mois, le gouvernement laissait entendre que l'entente était une formalité et qu'une annonce était imminente.

Ces 328 millions de dollars avaient donné lieu l'an dernier à un duel épique entre les anciens ministres de l'Environnement Stéphane Dion et Thomas Mulcair, qui affichaient publiquement leur amitié.

Hier, le ministre de l'Environnement Claude Béchard accusait mal le coup.

«Nous sommes à la fois surpris et déçus, mais on ne lâchera pas. On ne prendra pas de non comme réponse», a juré le ministre Béchard.

«L'ensemble des Québécois est derrière les objectifs de Kyoto» et juge inacceptable le report des échéanciers jusqu'en 2050, comme l'a annoncé hier le gouvernement conservateur. «Nous, ce qui nous intéresse, c'est 2006-2012», dit Claude Béchard.

Le ministre de l'Environnement prévoit que le gouvernement fédéral devra faire face à une levée de boucliers venant autant de provinces comme l'Ontario que des groupes écologiques. Il estime en outre que les partis d'opposition «auront une décision à prendre» sur le projet de loi qui sera présenté aux Communautés.

24 HEURES : Couverture : Kyoto s'envole en fumée – Vendredi 20 octobre 2006

Kyoto s'envole en fumée



- photo Archives

Le projet de Loi sur la qualité de l'air déposé hier par le gouvernement conservateur passe sous silence les obligations internationales du Canada contractées lors de son adhésion au protocole de Kyoto. Dans ce nouveau programme, rien ne sera fait contre les gaz à effet de serre avant 2050. P.3

KYOTO PART EN FUMÉE

Rien contre les gaz à effet de serre avant 2050

24 Les engagements internationaux pris par le Canada en vertu du protocole de Kyoto viennent de passer dans le petit moulin.

Dans le projet de loi sur la qualité de l'air déposé hier à la Chambre des communes, le gouvernement Harper n'entend pas s'attaquer aux pollueurs industriels avant la fin de 2010. Ce projet de loi ne prévoit aucune cible nationale de réduction du smog avant 2025. Aucun objectif national sur la réduction des gaz à effet de serre à court et moyen terme n'est mentionné dans le document.

Le projet reste muet sur les objectifs fixés par le Protocole de Kyoto qui

prévoyait une baisse de 6 % des émissions par rapport à 1990. Les seules cibles connues sont des réductions de 45 à 65 % des gaz à effet de serre, mais elles ne seront pas atteintes avant 2050.

«Le gouvernement fédéral tourne la page sur le Protocole de Kyoto.»

«Toutefois, nous allons tenter de nous entendre avec les industries pour réduire, non pas les émissions de gaz à effet de serre, mais surtout leur intensité, ce qui ouvre la voie à une hausse totale des rejets dans l'atmosphère», de déclarer la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose.

Ambrose se défend

La ministre Ambrose nie que son gouvernement tourne le dos à Kyoto. Elle précise que les conservateurs vont établir au cours des prochains mois des normes nationales pour améliorer la qualité de l'air. Le gouvernement d'Ottawa compte notamment sur l'introduction des biocarburants pour réduire tant la pollution atmosphérique que l'émission des gaz à effet de serre.

Moins d'argent

Le programme conservateur vient ainsi priver le gouvernement du Québec d'une enveloppe de 328 millions \$ qu'il souhaitait obtenir pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Le projet de loi fédéral risque d'être fort mal accueilli par le gouvernement Charest qui s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur de l'entente de Kyoto. (PC/JCG)



- photo Archives

Ce n'est pas pour demain la réduction des gaz à effet de serre sur le territoire canadien.

Ambrose promet de l'air pur en 2050

LA MINISTRE de l'Environnement du gouvernement Harper, Rona Ambrose, a dévoilé le projet de loi conservateur sur la qualité de l'air, hier. Il propose des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à long terme et relance une série de consultations avec l'industrie.

Muet sur les objectifs fixés par le protocole de Kyoto qui prévoyait une baisse de 6 % des émissions par rapport à 1990, le projet de loi propose désormais une cible nationale de

réduction en 2050. Cette réduction devrait être de 45 % à 65 % par rapport aux niveaux de 2003, passant l'éponge sur la période 1990 à 2003 où les émissions de GES au Canada ont fait un bond de 26 %.

Dans un récent rapport, la commissaire à l'environnement, Johanne Gélinas, soulignait l'urgence d'agir et pressait le gouvernement d'établir des objectifs à court terme.

Au plus tôt, les premiers objectifs fermes de réduction des GES

entreront en vigueur en 2010 pour les véhicules automobiles.

Encore des consultations

Les grands pollueurs industriels seront mis au pas à partir de 2010, après trois années de consultations avec les entreprises, elles qui ont fait l'objet de consultation sous les libéraux.

Les objectifs de réduction du secteur industriel pour 2010 seront toutefois basés sur le niveau d'in-

Les glaciers fondent et la ministre consulte.

BERNARD BIGRAS,
Bloc québécois

tensité, ce qui veut dire que les entreprises pourront émettre plus de GES si leur production est à la hausse.

Des objectifs de réductions absolues ne seront appliqués qu'à partir de 2020.

Comme prévu, d'ici les 12 prochains mois, les conservateurs proposeront des moyens d'abaisser l'émission de polluants atmosphériques, qui causent le smog. «Il est temps que les Canadiens réalisent qu'ils peuvent avoir confiance en leur gouvernement pour mettre en place de vraies mesures qui réduiront le smog», a fait valoir la ministre Rona Ambrose.

ISABELLE RODRIGUE/PC
RÉACTIONS PAGE 2

Nouvelle Loi sur la qualité de l'air

Une mort annoncée

À peine déposé aux Communes, le projet de loi du gouvernement sur la qualité de l'air aura probablement la vie très courte.

Les trois partis d'opposition ayant décidé d'imposer leur majorité et de s'y opposer dès le vote en deuxième lecture, tuant ainsi la mesure avant son étude en comité.

«Je pense qu'aujourd'hui on vient de définir une grande partie de ce que sera la prochaine élection, a affirmé le libéral Pablo Rodriguez. Les changements climatiques vont être au

cœur de la prochaine campagne électorale. Il y a consensus au Parti libéral, au Bloc québécois et au NPD alléguant qu'il faut agir, qu'il faut respecter Kyoto. Les seuls qui ne veulent pas, ce sont les conservateurs et ils vont devoir faire campagne là-dessus.»

Pas d'argent pour Québec

Québec devra faire son deuil des 328 M\$ qu'il souhaitait obtenir d'Ottawa pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (GES).

«C'était une demande qui avait été adressée à l'ancien gouvernement [libéral]. Nous

C'est le plus grand recul environnemental des dix dernières années.

BERNARD BIGRAS,
du Bloc québécois

sommes le nouveau gouvernement du Canada», a tranché le ministre fédéral des Transports et responsable du Québec, Lawrence Cannon.

Face à cette rebuffade, la réaction du ministre de l'Environnement du Québec, Claude Béchard, était pour le moins prévisible. «Je suis à la fois surpris et déçu, mais il est clair que nous ne lâcherons pas», a-t-il insisté. PC

THE GAZETTE: First page: Critics sniff at clean air act: 'It's smog and mirrors'; All three opposition parties say they'll vote against bill in Commons - Friday, October 20, 2006

MIKE DE SOUZA, CanWest News Service

Federal Environment Minister Rona Ambrose rejected criticism yesterday that her government is stalling on action to address climate change and air pollution as she introduced clean air legislation that she said will integrate the two issues into a comprehensive approach for the first time.

But her legislation got a rough ride from critics who said it will take several years of consultations before concrete action is taken on air pollution and more than a decade before there are any reductions of the greenhouse gases that cause climate change.

Ambrose's plan made no reference to the Kyoto Protocol and Canada's international commitments to immediately reduce its greenhouse gas emissions by six per cent below 1990 levels.

But regardless of whether the new legislation makes it through the minority House of Commons, Ambrose has given notice the government still plans to initiate a crackdown on air pollution and greenhouse gases using existing powers under the Canadian Environmental Protection Act.

"All regulations will proceed without Canada's Clean Air Act," Ambrose said during question period in the House of Commons. "What Canada's Clean Air Act will do is, it will enhance our powers to do things we can't do right now, like regulate indoor air pollution and regulate bio-fuels so that we can burn cleaner, greener fuels and give opportunities for farmers."

With Prime Minister Stephen Harper out of town, Ambrose was on the defensive as she introduced the government's new approach with Health Minister Tony Clement at a news conference.

Ambrose set a long-term target of reducing greenhouse gases by 45 to 65 per cent by 2050.

But there were no references in the plan to Canada's short-term international commitments under the Kyoto Protocol on climate change.

In its notice of intent, the government said it will take about a year to consult with industry before setting greenhouse gas reduction targets.

Senior government officials told reporters at a background briefing that there will be no major targets for industry for several years. They said the plan called for a fixed cap to reduce air pollutants starting only in 2010, then a fixed cap to reduce greenhouse gas emissions, which cause global warming, by 2020.

"It's smog and mirrors," said Stephen Hazell, executive director of the Sierra Club of Canada.

"They have authority right now to act, right now under CEPA to reduce greenhouse gas emissions as a toxic substance. They don't want to do that. They want to have this long consultative process with industry, and it just means more delay."

Proposed amendments to the Energy Efficiency Act could also give the government more powers to set tougher standards to regulate household appliances and products, but might not mean anything if the legislation doesn't get the support of the opposition parties that hold the majority in the Commons.

While the Bloc Québécois and the New Democrats said they will oppose the legislation, calling it an ineffective approach that will actually increase pollution, Liberal environment critic John Godfrey also warned that the Clean Air Act would open the door to

court challenges of federal powers by removing pollutants and greenhouse gases from the "toxic" section of the Canadian Environmental Protection Act.

"The government is begging for a lawsuit," Godfrey said in question period. "Will the minister admit that her real intention is to delay action on climate change for years when she already has the tools she needs to act today?"

The legislation received mixed reviews from Canadian industry representatives. A spokesperson for Canadian Auto Manufacturers was pleased that the government has decided to co-ordinate its vehicle emissions standards with U.S. Environmental Protection Agency standards, instead of the tougher regulations recently introduced by the state of California.

But Mark Nantais, president of the Canadian Vehicle Manufacturers' Association, said he is concerned about the added bureaucracy that would result from the new reporting requirements to ensure compliance.

"We're an industry that has really stepped up to the plate, and in many cases the only industry that has really stepped up to the plates both in terms of reducing smog emissions and greenhouse gas emissions," Nantais said. "Are we using a baseball bat to basically hit a Ping-Pong ball?"

Pierre Alvarez, president of the Canadian Association of Petroleum Producers, said he agreed with the government's long-term approach, noting that the industry needs time to develop technologies that would facilitate substantial reductions in greenhouse gases and air pollution.

"I think there's an awful lot of homework to do," Alvarez said. "Once that is done, we take this issue seriously, we've been

prepared for some time, and when the consultation process begins, we'll be there."

The prime minister was in Niagara Falls, Ont., yesterday, where he touched only briefly on the new legislation in a speech to a business audience.

Harper lauded the bill as Canada's "first long-term plan to regulate, control and reduce both air pollution and greenhouse gas emissions," and he predicted it will make the country a world leader in clean energy technology.

- - -

Ambrose's plan

- By 2011, develop new regulations for vehicle fuel consumption.
- By 2025, set national targets for smog and ozone levels.
- By 2050, reduce greenhouse gas emissions between 45 and 65 per cent from 2003 levels.
- No mention of the Kyoto Protocol and the emissions targets to which the government of Canada committed in 2002.
- Harmonize vehicle emissions standards with those of the United States over the next 12 months.
- Harmonize regulations with those of the U.S. for volatile organic compound emissions in consumer and commercial products over the next year.
- Over the next three years, discuss and set "intensity based" targets for reducing greenhouse gas emissions, rather than total emissions targets, for major emitters.
- Negotiate with provinces to create harmonized system for mandatory reporting of air emissions, reduction of regulatory overlap.

Tory renegade ponders going Green

Ousted Garth Turner could be party's first representative in Commons

ALLAN WOODS
CANWEST NEWS SERVICE

OTTAWA – Former Conservative MP Garth Turner said he is seriously considering an offer from the fledgling Green Party to become its first representative in the House of Commons.

On the upside, he said yesterday, it would be "a historic first" and probably a chance to forever change the face of Canadian politics by adding the voice of a new party to the floor of Parliament's elected lower chamber.

The downside?

"I'm not all that fond of gronola," Turner told reporters gathered at his constituency office in Milton, Ont., west of Toronto.

On the face of it, seeing the fiscal-conservative MP jump into the waiting arms of Elizabeth May, the newly chosen Green Party leader, would seem an odd pairing.

But a quick study of Turner's past associations and writings points to an eco-friendly marriage of convenience, May said. "He was a board member of

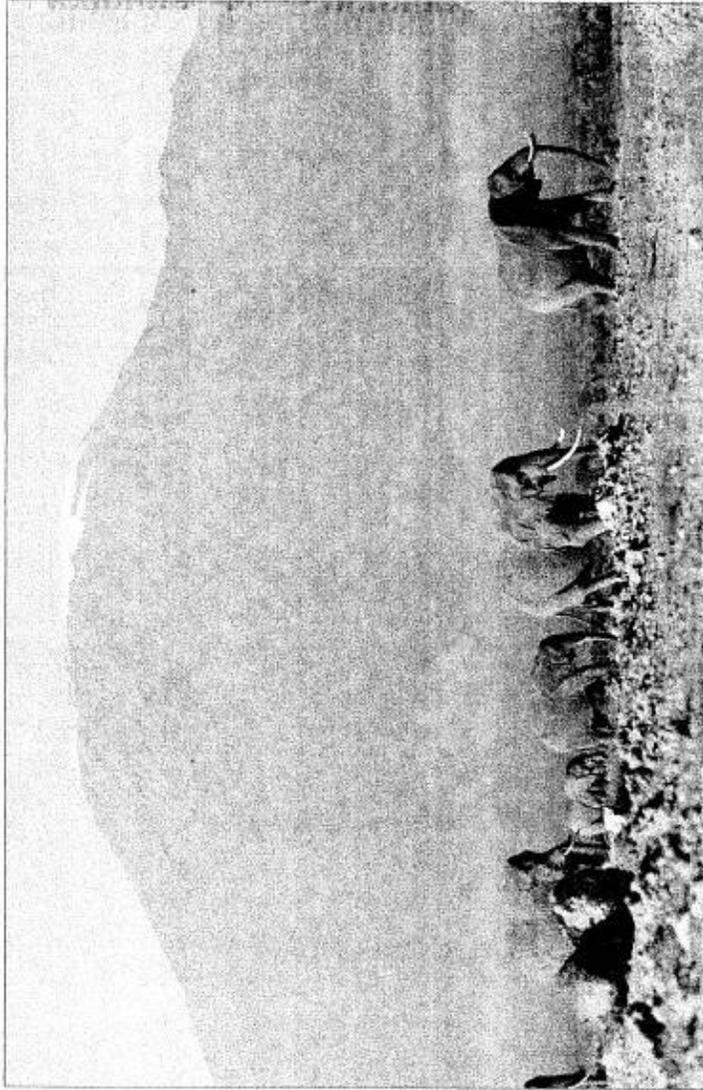
the Sierra Legal Defence Fund. ... He's put things up on his website for his constituents of personal actions one can take to protect the environment, and he's clearly persuaded that the climate crisis is real and significant and we need action," May said.

"Those things suggest to me that he'd be a good fit."

Turner is an outspoken MP who is often sought out by Ottawa reporters on fiscal matters and any time Prime Minister Stephen Harper makes a decision deemed to be controversial. He was ejected from the Conservative caucus on Wednesday accused of leaking confidential caucus secrets on his popular website.

May feels just one Green MP in the House would act as a beachhead for the party and could lead to greater representation after the next election.

Turner decried the Tory green plan unveiled yesterday as having "no real teeth" to cut down on the emissions that cause greenhouse gases and pollute the environment.



KAREL PRINSLOO/ASSOCIATED PRESS
BARE FACTS: If industrial pollution and deforestation are not stopped, Mount Kilimanjaro, Africa's highest mountain, will lose all its ice within 25 to 50 years, says the Kenyan Green Belt Movement. Kilimanjaro has already lost 82 per cent of its ice cover in the past 80 years.

BOOMERS are helping to fuel growing support for the Green Party, pollster says

Beyond granola: an eye on legacy

ALEXANDER PANETTA, CANADIAN PRESS

OTTAWA – A new poll, and the possible recruitment of its first MP, suggest the planet's may be lining up for the Green Party.

The announcement Garth Turner is considering a jump to the Greens came the same day as a new poll suggesting the environment is becoming a dominant issue for Canadians – and the Greens appear to be capitalizing on the trend.

The Decima survey, provided to the Canadian Press, suggested at least one-quarter of voters in every province would consider voting Green, even if they didn't think the party could win an election.

Twenty-eight per cent of Canadians – with a low of 25 per cent in Alberta and a high of 30 per cent in Ontario – agreed with the statement: "I would vote for the Green

Party even if they can't win, but to help them gain more funding and strength for the future."

The party has never elected an MP and received less than five per cent of the popular vote in each of the last two federal elections.

Decima's survey also suggested 90 per cent of Canadians agreed climate change was a "huge issue that the world must not ignore." And 91 per cent said they personally felt a "moral responsibility to improve the environment."

The online poll, which surveyed more than 2,000 Canadians between Sept. 8 and Sept. 18, has a margin of error of plus or minus 2.2 percentage points, 19 times out of 20.

Elizabeth May, the newly elected party leader, says she doesn't need numbers to spot a trend.

"You have the Economist magazine running a special issue (last month) that explains to the world that if we don't act soon we could have sea-level rise on the order of six metres," she said. "That kind of thing used to be considered alarmist environmental news. It's now the Economist magazine."

She also noted the conservative C.D. Howe Institute is proposing a carbon tax, something the Greens have long advocated.

Perhaps the Greens' greatest challenge is the perception they're a leftist fringe party, when in fact they promote themselves as a centre-of-the-road alternative dedicated to sustainable development.

They favour tax cuts on personal income and on payroll for companies, while promoting in-

creased taxes on polluting agents like gasoline.

Decima pollster Bruce Anderson said the environmental movement is anything but the granola-munching cause of yesterday, partly because of demographics.

With some baby boomers turning 60 this year, many are thinking about the legacy they'd like to leave. "This is a demographic phenomenon that is unstoppable," he said.

"It is not about Kyoto per se, and it's not about the platform of one political party or another. This is about people getting older..."

"As we think about getting older and the balance sheet of our relationship with other people, with the planet... (we wonder) Do we have a proper legacy?"

"One area which is really

emerging as important to an increasing number of baby boomers... is 'What's been my net impact on the environment? Is there anything I can do from a moral standpoint, to correct that before I die?'"

Older Canadians tend to vote more often than younger ones and they tend to vote more conservatively.

Anderson says that's why the Green Party could be most effective if it stayed away from left-wing ideas associated with the NDP and hugged the political centre.

The party promised in the last election to renegotiate NAFTA to include "fair-trade provisions" – which might appeal to progressive voters but could reveal pro-business ones.

Anderson says it's still not clear yet whether the Liberals or

Conservatives would lose seats or possibly benefit if the Green Party surged and stole support from the NDP.

Anderson's poll suggests 16 per cent of Tory voters, 25 per cent of Liberals and a whopping 47 per cent of New Democrats would consider jumping ship to the Greens.

If so, it would be the end of a lonely political ride for May.

She founded the precursor to the Green Party – the Small Party – in 1980, when she found herself disgusted by the negative tone of political ads featuring Liberal Pierre Trudeau and the Tories' Joe Clark.

The party ran only 13 candidates. As May went off to law school, and later gained prominence as an environmental activist, some of her friends founded the Greens in 1983.

Where's the money? Quebec asks

KEVIN DOUGHERTY
GAZETTE QUEBEC BUREAU

QUEBEC – Claude Béchard, Quebec's environment minister, said yesterday the missing ingredient in the federal government's proposed Clean Air Act is the \$328-million federal contribution to Quebec's Kyoto plan.

"I was surprised, disappointed, but we won't give up," Béchard told reporters.

"All Quebecers are behind the Kyoto Accord."

Béchard added Ottawa's goal of reducing greenhouse gases by 2050 is not good enough. Quebec wants to cut greenhouse emissions within the Kyoto limit of 2012, and Béchard says it can meet 80 per cent of that goal with the green plan the province announced in June.

But Quebec needs the federal money to meet the other 20 per cent of its goal to reduce greenhouse gas emissions six per cent below 1990 levels by 2012, he said.

In Quebec City yesterday, federal Transport Minister Lawrence Cannon said Quebec should forget about the \$328 million, saying this proposal was discussed between the province and the defeated Liberal government of Paul Martin.

"We are the new government of Canada," Cannon said, adding the Conservative government has turned the page on the Kyoto agreement, judging its objectives "totally impossible."

Cannon, who was a Liberal minister in the government of Robert Bourassa, was in the capital for the unveiling

of a statue of Bourassa, who died in 1996.

Béchard said he tried to find a middle course, proposing to Cannon in Sept Îles, where the two ministers recently announced a dock project, that Ottawa could pay Quebec project-by-project, giving the example of the Sept Îles project, where Ottawa contributed \$2.5 million to Quebec's \$1.5 million.

"It could be \$325.5 million now," he said, adding the absence of a project-by-project approach in the Clean Air Act suggests Ottawa has rejected that approach as well.

The federal position is that Quebec gets the same money the other provinces received through mass transit programs.

Béchard said the \$240 million in federal transit money

was approved by Paul Martin's Liberal government.

Quebec is basing its claim for \$328 million on the \$500 million the Martin government pledged to Ontario for its Kyoto program.

He said if Quebec won't be getting the \$328 million, Ontario should not get its \$500 million.

The \$328-million figure was first advanced by Thomas Mulcair, Béchard's predecessor, who tried to persuade then-federal environment minister Stéphane Dion to agree to the transfer. Dion said in 2005 that Quebec would have to come up with its Kyoto plan first.

The plan was presented this June.

kdougherty@
thegazette.canwest.com

Action needed for health's sake, minister says

MIKE DE SOUZA
CANWEST NEWS SERVICE

OTTAWA – Canada must take immediate action on global warming to cope with the threat of new infectious diseases from abroad, Health Minister Tony Clement said yesterday.

In an interview, he noted such diseases as West Nile virus are spreading and sur-

living because Canada's climate is getting warmer.

"There is an increasing threat of other infectious diseases," he said. "Dengue fever is another one that epidemiologists are worried about right now, coming to our shores."

"With climate change, with warmer weather, those might have an impact on Canadians' health," Clement

said in a rare reference by a Tory minister to the dangers of global warming.

Although Prime Minister Stephen Harper has questioned global warming warnings from leading scientists, Clement said the federal public health agency is spending more money on surveillance and prevention of various diseases that could now be spreading in Canada.

He added his department's pandemic plan will also be renewed shortly to address the risks of avian influenza and other diseases that would not normally be a threat in Canada's climate.

Clement said his government's legislation would also give him new powers to regulate toxins or dangerous substances in household products that put health at risk.

BILL CURRY, From Friday's Globe and Mail

OTTAWA – Environmentalists panned the Clean Air Act as soon as it was introduced yesterday, saying the pillar of the government's made-in-Canada green plan will allow greenhouse-gas emissions to keep growing for years.

All three opposition parties said they would vote against the bill, casting doubt on whether it will ever become law.

The bill replaces Canada's commitment under the international Kyoto Protocol to start reducing greenhouse gases by 2008 with a new target to cut such emissions in half by 2050.

After consulting with industry over the next three years, the government will set "intensity targets," which call for reductions in the intensity of emissions rather than absolute reductions. That means emissions per unit, such as a barrel of oil, must decrease. But if production rises, as is

happening in Alberta's oil sands for example, total emissions will also increase.

Greenhouse-gas reductions would be intensity based until at least 2020 before switching to absolute reductions.

Bloc Québécois Leader Gilles Duceppe dismissed the Conservative plan as "made in Alberta, written in Washington."

Liberal leadership candidate Stéphane Dion, a former environment minister, said the plan takes no real action on smog or clean air.

"It's a shameful abdication by Canada, and we must rectify it as soon as possible," he said. "It's not difficult to set targets for the long term – 2050 the difficulty is starting in 2008."

The previous Liberal government promised to set intensity-based targets for individual facilities coupled with requirements that heavy industry as a whole reduce its total emissions. That plan had not been implemented when the Liberals were defeated on Jan. 23. Emissions in Canada are currently more than 30 per cent above the Kyoto targets.

Business leaders, however, welcomed the new approach, which they said would set clear, achievable targets.

"We're pleased to see a long-term focus away from the very unrealistic short-term Kyoto targets," said Nancy Hughes-Anthony, president of the Canadian Chamber of Commerce.

The bill makes no mention of Kyoto, even though Canada remains a party to the treaty. Instead, the main thrust of the bill is on fighting smog and improving air quality. Industries will also be consulted to set targets in those areas.

The legislation was short on details, but included the following:

New cars and trucks sold in Canada will be forced to meet new standards for better fuel efficiency starting in 2011, replacing a voluntary deal that expires in 2010

Train engines will also face mandatory regulations on greenhouse gases starting in 2011, when an existing voluntary deal expires

Certain appliances such as dishwashers and humidifiers must be more energy efficient

Canada's pollution laws for off-road engines such as ATVs and personal watercraft will be harmonized with those of the U.S. Environmental Protection Agency.

"From now on, all industry sectors will have mandatory requirements and we will enforce those requirements. Our plan puts the health of Canadians first and the health of the environment first," said Environment Minister Rona Ambrose, who pledged to fine all businesses that fail to meet the pollution targets.

Green Party Leader Elizabeth May expressed concern that new auto standards will be based on U.S. national standards as opposed to more stringent rules adopted by some U.S. states such as California.

Ms. May, a long-time environmentalist who has praised Conservative Brian Mulroney as the greenest Prime Minister in Canadian history, said Mr. Harper's long-term plan to reduce greenhouse gases by 45 to 65 per cent by 2050 also lags behind California's goal of 80-per-cent reductions by 2050.

"Harper's no Schwarzenegger," she told reporters on Parliament Hill, referring to California's Republican Governor Arnold Schwarzenegger.

"For anything related to greenhouse gases, the [Clean Air] Act is a disaster. All of the Kyoto countries that have targets are committed to meeting them, except Canada."

Several environmentalists dismissed the plan as "smog and mirrors," saying the plan simply repeats the years of business consultations that took place under the Liberals as emissions increased.

"This sounds to me like a dirty air act," said Beatrice Olivastri of Friends of the Earth Canada.

Environmentalist Pierre Sadik of the David Suzuki Foundation said the plan was "disappointing" given the six-month buildup in advance of the announcement.

"To the casual observer it might seem like there's something there, but really it's just tinkering around the edges," he said.

THE GLOBE AND MAIL: A few dates – October 20, 2006

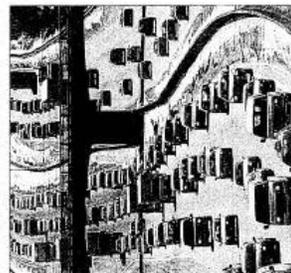
2007

Regulations limiting emissions from vehicles and products including motorcycles, outboard motors, personal watercraft, snowmobiles and all-terrain vehicles. Vehicle emission standards to be harmonized with those of the U.S. Environmental Protection Agency



New rules to cut the release of volatile organic compounds such as solvents found in paints, cosmetics and cleaning products

Tighter efficiency standards for home dishwashers, dehumidifiers and other consumer products



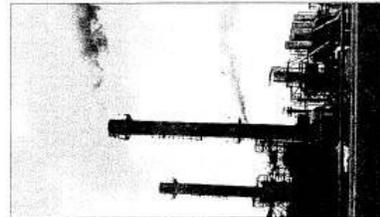
2011

Mandatory fuel-efficiency standards for new cars and trucks sold in Canada, replacing a voluntary deal that expires in 2010

Fixed caps on emissions by industrial air polluters
Mandatory greenhouse-gas rules for train engines

2025

A cap on greenhouse-gas emissions through national targets for smog and ozone levels



2050

Target year to reduce greenhouse-gas emissions from 2003 levels by 45 to 65 per cent

PM gives strong defence of energy sector

Canada emerging as a 'superpower'

BY GLORIA GALLOWAY
NIAGARA FALLS, ONT.

Prime Minister Stephen Harper offered a sweeping defence of the energy sector yesterday as his government revealed an environmental plan that critics say is not tough enough on oil and gas producers.

Speaking to a convention of insurance brokers in this border city, Mr. Harper said the contribution of energy industries to the Canadian economy sustain the nations' high quality of life.

"For international investors, the most important sector I have to tell is energy," the Prime Minister told a packed convention.

"Canada is an emerging energy superpower." With energy security an increasing preoccupation for countries over the world, Alberta's oil sands, he said, are the "second-largest proven petroleum reserves on the planet."

Critics panned his environmental plan because it allows companies such as oil and gas producers to increase the amount of greenhouse gases they emit as they increase production.

The plan aims to cut greenhouse-gas emissions by 45 to 65 per cent by 2050. Environmentalists favour a plan that would set specific targets for greenhouse gas reduction, regardless of productivity. And they would prefer more immediate action.

Critics have said that the Conservative government's Alberta power base make it difficult, if not impossible, for Mr. Harper to take direct aim at the industry that is the source of so much western wealth.

The Prime Minister made a brief reference to the environmental announcement in his speech, saying "it is the country's first long-term plan to regulate, patrol and reduce both air pollution and greenhouse gas emissions."

With power and energy production also "comes responsibility, and especially environmental responsibility," he said.

But he went on to talk about the benefits to the economy for allowing growth in places that are its economic strength.

Without ever addressing the concerns of the critics directly, Mr. Harper suggested that caps on energy production that could curtail oil and gas production would create hardship for Canadians.

It is important to keep the economic fundamentals strong, he said, adding that a thriving economy means low inflation, low unemployment and growth.

The Prime Minister also linked Canada's economic sustainability to lower taxes, better child care and Canadians' confidence in the future.

"The demand for all our resources — not just energy, but also in the vast mineral wealth of the Canadian Shield — is going to increase as the giant Asian economies of India and China continue their rush toward industrialization," he said.

"The potential for Canada's long-term economic growth is truly breathtaking." The insurance brokers, who were pleased with the government's decision to oppose a request by the Canadian banks that the banks be allowed to sell insurance products, gave the Prime Minister a standing ovation.

The demand for all our resources . . . is going to increase as the giant Asian economies of India and China continue their rush toward industrialization. The potential for Canada's long-term economic growth is truly breathtaking.

— Stephen Harper

THE GLOBE AND MAIL: What does Ottawa's green plan entail? – Friday, October 20, 2006

From Friday's Globe and Mail

The Conservatives want to deal with greenhouse-gas emissions through "intensity targets." What does this mean?

The government plans to set targets to reduce the amount of greenhouse gases created by each unit of economic output, such as a barrel of oil.

This does not mean that Canada's total output of greenhouse gases would decline, as envisioned by Kyoto. In fact, if there is an expansion of the Alberta oil sands, for example, total greenhouse-gas emissions would increase even if per-unit emissions decrease.

Industry says this is a more practical approach and will require them to be more efficient. Environmentalists say this approach allows emissions to grow, albeit more slowly than the economy as a whole.

Intensity goes down through such practical steps as the replacement of gas-guzzling cars by more efficient models, more efficient home appliances and new industrial equipment, such as variable-speed motors, that use energy more frugally. The economy also lowers its emissions intensity as heavy energy-using manufacturing industries shut down and are replaced by services that use far less power.

What does this plan mean for Kyoto?

There was no mention of Kyoto in the Conservative Clean Air Act. Environmentalists say Canada on its own can't kill Kyoto, but the government has dealt the agreement a big setback. Canada was one of the major industrialized countries that ratified the pact, and its effective repudiation will complicate future efforts on controlling greenhouse-gas emissions.

The countries that are part of Kyoto, including Canada, are trying to set reduction targets for the period after the first phase of the pact expires in 2012. Canada will have little credibility at these talks, particularly when it comes to persuading China and India,

two developing countries with surging emissions that were not covered under the first round of Kyoto, to do something about climate change.

What do scientists say about the size of greenhouse-gas cuts required to prevent large-scale climate change and how does the Conservative plan stack up?

Scientists say the reductions will have to be huge if human-induced changes to the atmosphere are to be limited to levels that cause less than two degrees of global warming. Climate researchers accept the two degrees of warming figure as a limit beyond which there will be an unacceptably high risk of severe climate change. To date, the estimated warming caused by humans has been about 0.6 degrees.

To stabilize warming at two degrees, industrialized countries will have to cut emissions by about 80 per cent to 90 per cent from their 1990 levels by 2050. The Tories want cuts of only 31 per cent to 56 per cent, according to an analysis of the government plan by the Pembina Institute, an environmental think tank.

The Conservatives say they're committed to 45 per cent to 65 per cent greenhouse-gas emission targets, but their figures use 2003 as a base year.

How does the Conservative plan compare to Kyoto?

Under Kyoto, Canada is required to cut greenhouse-gas emissions by 6 per cent below 1990 levels by 2012. Currently, Canada is about 26 per cent over 1990 levels.

The Conservative plan does not set any near-term targets. The only specific pledge is the 2050 greenhouse-gas reduction.

What do the Conservatives want to do about air pollution?

The plan moves on a number of fronts to fight both indoor and outdoor air pollution. The government wants to introduce new standards for radon, an invisible gas that builds up in homes and is blamed for 1,900 deaths a year through lung cancer. It is looking at

cutting emissions of volatile organic compounds found in many common consumer products, such as cosmetics and paints. It also wants to limit emissions of smog-causing compounds and deal with

pollutants from such items as outboard motors, among other things.

THE GLOBE AND MAIL: Ottawa's emissions stance gets thumbs-up – Friday, October 20, 2006

SHAWN MCCARTHY , From Friday's Globe and Mail

OTTAWA – Canada's auto industry has its own solution for reducing pollution from the tailpipe: Have governments offer incentives to consumers to get their old clunkers off the road and buy new cars. Environment Minister Rona Ambrose didn't go quite that far yesterday, but she did table new legislation that would force industry – including car makers – after 2010 to reduce emissions that cause smog and climate change.

After making threatening noises about a get-tough approach, the Conservative government sounded conciliatory yesterday, saying it would consult various industry sectors before setting specific emission targets three years from now.

Business groups welcomed the new approach, which they said would set clear, achievable targets on both smog-causing and greenhouse gas emissions. Business had criticized the former Liberal government's climate-change plan for being impractical and, ultimately, doomed to failure.

"I think it is a breath of fresh air," the CME's Jayson Myers said.

Mr. Myers, senior vice-president of the Canadian Manufacturers & Exporters, said industry "spent the last five years consulting on bad regulations," and so is prepared to spend a few more, "consulting on good regulations."

Ms. Ambrose said the new regime would harmonize auto pollution standards with those of the U.S. Environmental Protection Agency, which, under the Bush administration, has been criticized for its lax approach.

Spokesmen for the auto industry – who feared the imposition of far tougher regulations comparable to those adopted recently in California – welcomed the government's assurances yesterday, but said they've already gone a long way in reducing vehicle emissions. Manufacturers say they have reduced emissions on new cars by 99 per cent, compared with automobiles that were on the road 40 years ago.

But the industry notes that there are more than one million cars on Canadian roads that are 20 years or older, and their smog-causing emissions are 37 times higher than those of new vehicles.

"Providing consumers with new incentives to accelerate the retirement of older, higher-emitting vehicles provides a far greater opportunity to accelerate emissions reductions" than do stricter regulations for new cars, Mr. Nantais said.

Canadian Auto Workers president Buzz Hargrove said he made a pitch when auto industry officials met federal cabinet ministers last month that Ottawa should offer incentives for people to "retire" old vehicles, but was met with a stony skepticism.

"That's the biggest disappointment. We said they should be bringing in incentives to encourage people to turn in vehicles that are five years old or older and buy new ones. It does more than anything they could do today to improve things in the auto industry, and it starts doing it immediately."

Mr. Myers said the government should complement the new regulatory effort with budgetary measures that will provide incentives for industry to invest in energy efficiency and emissions reduction.

He noted manufacturers have already significantly reduced their greenhouse gas emissions. Chemical companies have cut those emissions to 57 per cent of 1990 levels, aluminum producers to 85 per cent of 1990 levels, and the paper industry to 67 per cent of that benchmark.

Richard Paton, president of the Canadian Chemical Producers Association, was broadly supportive of the Conservative government's environmental initiative.

But he said his members are ready to sign on to new emissions reductions targets now, and are concerned about the uncertainty in the investment climate caused by a process that could take three years.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Environnement : Plan vert: l'opposition voit rouge - Mise à jour le jeudi 19 octobre 2006 à 18 h 28

Plus d'info :

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2006/10/19/004-reax-plan-harper.shtml>

Nouvelles

[Kyoto part en fumée](#)

Dossier

[Le protocole de Kyoto](#)

[L'effet de serre](#)

[La menace climatique](#)

Audio et Vidéo

[Pierre Duchesne présente les réactions du gouvernement du Québec](#)

Les partis d'opposition à Ottawa ont été unanimes à dénoncer le projet de loi sur la qualité de l'air des conservateurs. Ils entendent s'opposer en bloc à son adoption en deuxième lecture, avant même son étude en comité.

Le Parti libéral, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique déplorent l'abandon implicite des objectifs de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre (GES) dans ce qui se veut la pièce maîtresse de la politique environnementale du gouvernement Harper.

Selon le porte-parole bloquiste en matière d'environnement, Bernard Bigras, il s'agit probablement du recul environnemental le plus important que le Canada ait jamais connu. Il juge que le projet de loi est conçu pour l'industrie pétrolière canadienne.

Le député libéral Pablo Rodriguez, qui a réussi, début octobre, à faire adopter par l'opposition un projet de loi enjoignant les conservateurs à respecter Kyoto, souligne que l'approche du gouvernement permettra aux compagnies de polluer au cours des quatre années prévues pour les consultations.

L'ancien ministre de l'Environnement sous Paul Martin, Stéphane Dion, se dit très déçu de l'approche verte du gouvernement Harper. Il déplore, à

l'instar des environnementalistes, qu'on adopte de nouvelles lois alors que celles existantes permettent de mettre en place tant les objectifs des conservateurs que ceux de Kyoto.

Le candidat à la direction du Parti libéral estime que les conservateurs vivent dans le passé en ne sachant pas prendre la voie du développement durable.

Ottawa abandonne Québec

Par ailleurs, après avoir clamé depuis des mois être sur le point de s'entendre avec Ottawa pour financier son propre plan vert, le gouvernement Charest s'est fait servir une fin de non-recevoir par le ministre fédéral des Transports.

De passage à Québec pour vanter le projet de loi sur la qualité de l'air de son parti, Lawrence Cannon a confirmé que Québec n'aura pas les 328 millions qu'il réclame pour financer son plan d'action sur les changements climatiques.

Le ministre estime que son gouvernement a amplement fait sa part en acceptant de financer le transport en commun et qu'il n'a pas à respecter une promesse faite sous Paul Martin.

Le ministre de l'Environnement Claude Béchar, offusqué, a répliqué qu'il n'acceptait pas ce refus et reviendrait à la charge aussi souvent que nécessaire afin d'amener Ottawa à modifier sa position.

Le ministre Béchar juge par ailleurs déconcertant le projet de loi dévoilé par les conservateurs et promet que Québec, malgré cette double rebuffade, ira de l'avant avec son propre plan, qui lui permettra de respecter pour l'essentiel les cibles fixées par le protocole de Kyoto.

Déception chez les écologistes

Les groupes environnementalistes sont eux aussi unanimes à condamner le plan Harper et estiment qu'avec une telle approche, le Canada se dirige vers une augmentation des GES.

Selon le président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, André Bélisle, ce projet est un leurre. « Quant à moi, on vient d'enterrer l'accord de Kyoto, et on essaie de nous faire passer des mesures sur les 50 prochaines années, mais on ne voit pas les moyens pour atteindre les objectifs avancés », avance-t-il.

Le gouvernement libéral précédent avait déjà tenu trois ans de consultations sur la situation des grands pollueurs, responsables d'environ la moitié des émissions de GES.

Pour Matthews Bramley, de l'Institut Pembina, le gouvernement Harper fait un grand tort au Canada sur la scène internationale.

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Environnement : Kyoto part en fumée - Mise à jour le jeudi 19 octobre 2006 à 14 h 24

Plus d'info :

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2006/10/19/003-ambrose-loi-kyoto.shtml>

Nouvelles

[L'approche flexible d'Ottawa](#) (Notre article du 12 octobre)

[Conférence de Montréal sur les changements climatiques](#)

Audio et Vidéo

Emmanuelle Latraverse présente le projet de loi des conservateurs.

Bertrand Hall vérifie les affirmations de la ministre Ambrose qui affirme que son plan va plus loin que le protocole de Kyoto.

Mireille Massé nous parle des grandes lignes du projet de loi de Mme Ambrose.

Autres hyperliens

[La menace climatique](#)

[Les émissions de CO2](#)

[L'effet de serre](#)

Le projet de loi sur la qualité de l'air déposé par le gouvernement Harper passe sous silence les obligations internationales du Canada contractées lors de son adhésion au protocole de Kyoto.

Le projet de loi ne fait cependant pas l'impasse sur la réduction des gaz à effet de serre (GES), mais fixe plutôt un nouvel échéancier sans objectifs précis de réduction à long terme des émissions globales, responsables du réchauffement climatique.

Pour respecter Kyoto, le Canada s'est engagé par le passé à réduire ses émissions globales de GES de 6 % par rapport à leur niveau de 1990. Cela se traduit dans les faits par une obligation de réduction de 30 % d'ici 2012 sous ce même niveau, en raison de la hausse depuis ce temps des émissions de GES au pays.

Avec sa loi sur la qualité de l'air, le gouvernement Harper se donne pour objectif de réduire ses émissions de GES de 45 % à 65 % d'ici 2050, en dessous de leur niveau de 2003. De plus, aucun objectif de réduction absolue avant 2020 n'est fixé, alors que les objectifs à court terme ne seront dévoilés qu'au printemps.

Le projet de loi, qui se veut la pierre d'assise du programme environnementaliste conservateur, met avant tout l'accent sur la lutte contre la pollution atmosphérique en adoptant des mesures contraignantes pour les grands pollueurs industriels.

Cette approche nécessitera la modification de lois existantes, dont la loi sur les carburants et celle sur la protection de l'environnement. Cependant, elle donnera lieu à une ronde de consultations avec les provinces et l'industrie pour laquelle le gouvernement se donne trois ans.

Ces consultations entraîneront la création de nouveaux règlements visant à réduire les émissions polluantes produites par l'industrie, mais aussi par les transports et les produits de consommation. Ces nouveaux règlements ne devraient cependant pas être adoptés avant 2010.

On prévoit notamment adopter de nouvelles règles sur les émissions polluantes des motos, des moteurs diesel, des véhicules routiers lourds et des motomarines.

Cependant, les objectifs auxquels ces règlements seront assujettis seront basés sur le niveau d'intensité de GES, ce qui veut dire que les entreprises pourraient en émettre plus si leur production est à la hausse, soit tout le contraire d'une approche basée sur une réduction absolue de ces gaz.

Ambrose se défend d'abandonner Kyoto

Le gouvernement conservateur estime que la lutte contre les émissions polluantes, notamment dues aux combustibles fossiles, permettra de s'attaquer du même coup aux GES puisque ces émissions contribuent à l'effet de serre.

La ministre de l'Environnement Rona Ambrose a présenté son projet de loi comme la mesure appropriée pour s'attaquer aux problèmes de santé causés par la pollution atmosphérique, comme le cancer et les maladies respiratoires.

La ministre Ambrose se réjouit que son gouvernement ait décidé d'adopter une approche contraignante auprès de l'industrie, rompant ainsi avec l'approche volontaire des libéraux. Elle souligne que tous les secteurs de l'industrie, au terme des consultations, auront des cibles à respecter, au risque de payer des amendes.

Elle ajoute que des normes nationales seront fixées pour la qualité de l'air. Le gouvernement compte notamment sur l'introduction des biocarburants pour réduire tant la pollution atmosphérique que l'émission de GES.

La ministre nie que son gouvernement tourne le dos à Kyoto et souligne qu'elle demeure toujours présidente de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Fournier fait pression sur Ottawa

LE DEVOIR : En bref - Fournier fait pression sur Ottawa - Édition [du vendredi 20 octobre 2006](#)

PC

Le gouvernement fédéral doit hausser rapidement les transferts fédéraux destinés à l'enseignement supérieur, et ce, «pour la compétitivité de la société québécoise». Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui s'est adressé hier midi aux membres de la Fédération des cégeps, a tenu à rappeler au gouvernement fédéral que la situation financière était pressante dans les établissements d'enseignement supérieur.

Le Québec, comme d'autres provinces, demande depuis des années une hausse des transferts fédéraux destinés à l'éducation. «Ce réinvestissement doit se faire le plus rapidement possible. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'avenir et pour la compétitivité de la société québécoise», a plaidé le ministre Fournier. Il a rappelé que son gouvernement s'était récemment engagé à verser 80 millions sur trois ans aux cégeps, dont 30 millions dès la présente année scolaire. Cette somme n'a toutefois pas encore été remise aux cégeps, qui attendent qu'en soit décidée la répartition. Il a admis que ces 80 millions sont insuffisants pour répondre à la totalité des besoins des cégeps. Le gouvernement québécois et le milieu de l'éducation «souhaitent un réinvestissement fédéral récurrent,

stable, prévisible et substantiel», a prévenu le ministre Fournier. Alors que l'industrie forestière du Québec traverse une crise qui a entraîné des milliers de mises à pied, le ministre Fournier a souligné que les bouleversements que subissent plusieurs régions ressources engendrent des besoins de recyclage de la main-d'oeuvre touchée. - PC

«Nombre de personnes doivent conséquemment mettre leurs compétences à jour ou se recycler, tandis que de nouveaux postes créés exigent souvent une formation plus poussée. Il faut donc faciliter la mise à jour continue des compétences et ouvrir nos portes à la clientèle adulte», a plaidé le ministre de l'Éducation aux dirigeants des cégeps.

Cette formation de la clientèle adulte constituera «certainement un chantier de la première importance dans les années à venir», a souligné le ministre Fournier.

Le congrès de la Fédération des cégeps, sur le thème de l'innovation, a pris fin hier à Montréal. Les collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps), créés en 1967, célébreront leur 40e anniversaire l'an prochain.

CYBERPRESSE : Fournier presse le fédéral de hausser ses transferts en éducation - Le jeudi 19 oct 2006

Lia Lévesque , Montréal

Le gouvernement fédéral doit hausser rapidement les transferts fédéraux destinés à l'enseignement supérieur, et ce, «pour la compétitivité de la société québécoise».

Le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, qui s'est adressé jeudi midi aux membres de la Fédération des cégeps, a tenu à rappeler au gouvernement fédéral que la situation financière était pressante dans les établissements d'enseignement supérieur.

Le Québec, comme d'autres provinces, demande depuis des années une hausse des transferts fédéraux destinés à l'éducation.

«Ce réinvestissement doit se faire le plus rapidement possible. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'avenir et pour la compétitivité de la société québécoise», a plaidé le ministre Fournier.

Il a rappelé que son gouvernement s'était récemment engagé à verser 80 millions \$ sur trois ans aux cégeps, dont 30 millions \$ dès la présente année scolaire. Cette somme n'a toutefois pas encore été remise aux cégeps, qui attendent qu'en soit décidée la répartition.

Il a admis que ces 80 millions \$ sont insuffisants pour répondre à la totalité des besoins des cégeps.

Le gouvernement québécois et le milieu de l'éducation «souhaitent un réinvestissement fédéral récurrent, stable, prévisible et substantiel», a prévenu le ministre Fournier.

Main-d'oeuvre à recycler

Alors que l'industrie forestière du Québec traverse une crise qui a entraîné des milliers de mises à pied, le ministre Fournier a souligné que les bouleversements que subissent plusieurs régions ressources engendrent des besoins de recyclage de la main-d'oeuvre touchée.

«Nombre de personnes doivent conséquemment mettre leurs compétences à jour ou se recycler, tandis que de nouveaux postes créés exigent souvent une formation plus poussée. Il faut donc faciliter la mise à jour continue des compétences et ouvrir nos portes à la clientèle adulte», a plaidé le ministre de l'Éducation aux dirigeants de cégeps.

Cette formation de la clientèle adulte constituera «certainement un chantier de la première importance dans les années à venir», a souligné le ministre Fournier.

Le congrès de la Fédération des cégeps, sous le thème de l'innovation, a pris fin jeudi à Montréal. Les Collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP), créés en 1967, célébreront leur 40e anniversaire l'an prochain.

FOURNIER VEUT DE L'ARGENT

PC | Le gouvernement fédéral doit hausser rapidement les transferts fédéraux destinés à l'enseignement supérieur, et ce, «pour la compétitivité de la société québécoise».

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, qui s'est

adressé hier midi aux membres de la Fédération des cégeps, a tenu à rappeler au gouvernement fédéral que la situation financière était pressante dans les établissements d'enseignement supérieur.



24 HEURES : En bref : Éducation – Vendredi 20 octobre 2006

É **ÉDUCATION** Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier presse le gouvernement fédéral de hausser ses transferts en éducation pour le bien de la compétitivité de la société québécoise. Québec s'est récemment engagé à verser 80 millions \$ sur trois ans aux cégeps, dont 30 millions \$ cette année. (PC)

MÉTRO : Brève : Fournier et le réinvestissement ... - Vendredi 20 octobre 2006

Ce réinvestissement doit se faire le plus rapidement possible. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'avenir et pour la compétitivité de la société québécoise.

JEAN-MARC FOURNIER,
ministre québécois de l'Éducation, rappelant au gouvernement fédéral qu'il doit hausser rapidement les transferts fédéraux destinés à l'enseignement supérieur.

C É G E P S

La morosité n'empêche pas d'innover

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD

Malgré l'absence de ressources financières et un récent contexte à savoir de «morosité», les trois quarts des collèges du Québec affirment avoir plongé dans l'innovation, modifiant leurs manières de faire surtout pour favoriser la réussite des étudiants.

Voilà ce que révèle une enquête dévoilée hier dans le cadre du congrès annuel de la Fédération des cégeps, portant précisément sur l'innovation. «Malgré une certaine morosité ambiante et l'absence de ressources, les collèges ont opté pour le changement», a commenté hier le président de la Fédération, Gaëtan Boucher. «Plutôt que d'attendre un salut venu de Québec, les collèges ont redéployé leurs manières de faire.»

Des 34 collèges qui ont répondu à un questionnaire sur l'art d'innover, près de la moitié ont

pointé des changements réalisés dans le but d'améliorer la réussite des étudiants. Alors que les dernières années ont laissé poindre quelques face à face entre les trois ordres d'enseignement (primaire-secondaire, collégial et universitaire), l'enquête dévoile aussi un grand nombre de rapprochements: ainsi, 40 % des innovations révélées nécessitent un lien entre les collèges et les commissions scolaires ou les universités.

C'est ainsi que le Cégep de Lévis-Lauzon, en partenariat avec l'Université Laval, offre un certificat universitaire en biotechnologie. A Chocomaï, l'université, le cégep et l'hôpital s'allient pour créer un campus en sciences de la santé.

Si 85 % des répondants ont affirmé avoir croisé un obstacle sur leur route — notamment d'ordre financier —, 60 % estiment toutefois avoir atteint l'objectif de développement, alors que 20 % confie l'avoir «partiellement atteint».

Pour un cégep en région tel le Cégep de la Gaspésie et des Îles, c'était «innover ou mourir», comme l'a indiqué hier son directeur général, Roland Auger. «Nous avons plusieurs records à notre actif, a-t-il indiqué lors d'une discussion plénière. La population la plus vieille, la plus pauvre, le taux de décrochage le plus élevé. On n'a pas le choix: face à autant de menaces, il faut bouger rapidement.»

En plus de s'allier avec le Cégep de Matane, un concurrent direct, ce collège a misé sur le créneau éolien de la région et y a lié son programme de technologie de maintenance industrielle, «rattachant la majorité des activités d'apprentissage aux installations éoliennes». «Dans le cas des cégeps en région, la nécessité d'innover est très criante, notamment à cause de la perte de clientèle», a ajouté Gaëtan Boucher.

Le président de la Fédération a ajouté en outre que l'un des freins persistants au changement de-

meurait «malheureusement la réfraction syndicale». «C'est encore une difficulté significative, et c'est pour cela que nous allons devoir nous asseoir et faire une réflexion collective», a-t-il indiqué.

Présent au congrès hier, le président de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ), Bernard Bérubé, s'est efforcé de constater que l'enquête faisait «fi de l'apport du personnel d'un collège pour innover». «Un projet fonctionne lorsqu'il part d'en bas et est porté par le milieu, et mené jusqu'en haut», a-t-il affirmé. M. Bérubé s'est indigné d'une donnée de l'enquête selon laquelle «les acteurs à l'origine des innovations» sont majoritairement la direction ou le personnel cadre (pour 65 % des répondants), contre 27 % pour le personnel enseignant, 27 % pour le personnel professionnel et 6 % pour les représentants étudiants.

Le Devoir

Les cégeps veulent innover

Confrontés à des budgets restreints et à un exode des jeunes hors des régions, les cégeps se lancent dans l'innovation.

Le pdg de leur fédération, Gaëtan Boucher, aimerait d'ailleurs qu'ils aient davantage accès à des fonds pour l'innovation. La Fédération des cégeps tient son congrès, hier et aujourd'hui à Montréal, ayant justement pour thème l'innovation.

«On n'a pas de ressources financières nouvelles, ni de Québec, ni d'Ottawa. On est en attente des transferts fédéraux. Mais, en attendant, les gens changent, les gens innover pour justement faire face à la réalité»,

expliquait M. Boucher, en entrevue.

La fédération a d'ailleurs dévoilé une enquête portant sur l'innovation, réalisée dans les 46 cégeps du Québec en collaboration avec le Conseil de la science et de la technologie.

Celle-ci a révélé que la moitié des 259 innovations recensées dans les cégeps avaient trait à la formation collégiale ou à l'environnement éducatif.

Par exemple, des cégeps ont développé des passerelles en vue de décloisonner les ordres d'enseignement; d'autres ont élaboré des services en ligne; d'autres ont dispensé des services de prévention du suicide. Certains ont changé la gestion du collège, valorisé une ressource naturelle

On a une préoccupation de relancer le dossier de la recherche, un secteur en émergence

GAËTAN BOUCHER, pdg de la Fédération des cégeps

présente dans leur région ou développé une méthode de recrutement d'étudiants étrangers.

À la recherche de fonds

M. Boucher aimerait d'ailleurs que les gouvernements donnent davantage accès à des fonds pour l'innovation dans les cégeps.

«On a une préoccupation de relancer le dossier de la recherche dans les cégeps, «un secteur en émergence», confiait M. Boucher en

entrevue. «Est-ce qu'on ne pourrait pas avoir un fonds de soutien pour supporter l'innovation? La forme reste à voir, reste à définir, mais l'idée, c'est de dire : il s'en fait, est-ce qu'on peut l'aider, continuer de la supporter, l'amener un petit peu plus loin?»

Pas question de concurrencer les universités

Les cégeps visent surtout la recherche en sciences humaines et sociales, la recherche pédagogique et technologique qui les concernent, et non la recherche fondamentale, qui relève davantage des universités, prend soin de préciser M. Boucher. «On n'a aucune ambition de jouer dans les plates-bandes des universités.» PC

Les cégeps veulent innover

24 Confrontés à des budgets restreints et à un exode des jeunes hors des régions, les cégeps se lancent dans l'innovation. Le président et directeur-général de leur fédération, Gaëtan Boucher, aimerait d'ailleurs qu'ils aient davantage accès à des fonds pour l'innovation.

M. Boucher aimerait aussi que les gouvernements donnent davantage accès à des fonds pour

«Les cégeps veulent des fonds pour la recherche en sciences humaines et sociales»

l'innovation dans les cégeps. «On a une préoccupation de relancer le dossier de la recherche dans les cégeps, un secteur en émergence», indique M. Boucher. «Est-ce qu'on ne pourrait pas avoir un fonds de soutien pour supporter l'innovation? La

forme reste à voir, reste à définir, mais l'idée, c'est de dire: il s'en fait, est-ce qu'on peut l'aider, continuer de la supporter, l'amener un petit peu plus loin?» Les cégeps visent surtout la recherche en

sciences humaines et sociales, la recherche pédagogique et technologique qui les concernent, et non la recherche fondamentale, qui relève davantage des universités., précise M. Boucher. (PC)

L'OUVERTURE

credi 10h à 18h

lredi 10h à 21h

10h à 17h

12h à 17h

9540 boul. St-Laurent (intersection Louvain)

3e lumière au nord du Métropolitain

514 **858-6336**

VENTE • VENTE • VENTE • VENTE • VENTE



Gaëtan Boucher.

-photo PC

CYBERPRESSE : Les cégeps veulent innover davantage et demandent de l'aide pour le faire - Le mercredi 18 octobre 2006

Lia Lévesque, Montréal

Confrontés à des budgets restreints et à un exode des jeunes hors des régions, les cégeps se lancent dans l'innovation. Le pdg de leur fédération, Gaëtan Boucher, aimerait d'ailleurs qu'ils aient davantage accès à des fonds pour l'innovation.

La Fédération des cégeps tient son congrès, mercredi et jeudi à Montréal, ayant justement pour thème l'innovation.

«On n'a pas de ressources financières nouvelles, ni de Québec, ni d'Ottawa. On est en attente des transferts fédéraux. Mais, en attendant, les gens changent, les gens innorent pour justement faire face à la réalité», expliquait M. Boucher, en entrevue.

La fédération a d'ailleurs dévoilé une enquête portant sur l'innovation, réalisée dans les 46 cégeps du Québec en collaboration avec le Conseil de la science et de la technologie.

Celle-ci a révélé que la moitié des 259 innovations recensées dans les cégeps avaient trait à la formation collégiale ou à l'environnement éducatif.

Par exemple, des cégeps ont développé des passerelles en vue de décroquer les ordres d'enseignement; d'autres ont élaboré des

services en ligne; d'autres ont dispensé des services de prévention du suicide. Certains ont changé la gestion du collège, valorisé une ressource naturelle présente dans leur région ou développé une méthode de recrutement d'étudiants étrangers.

M. Boucher aimerait d'ailleurs que les gouvernements donnent davantage accès à des fonds pour l'innovation dans les cégeps.

«On a une préoccupation de relancer le dossier de la recherche» dans les cégeps, «un secteur en émergence», confiait M. Boucher en entrevue.

«Est-ce qu'on ne pourrait pas avoir un fonds de soutien pour supporter l'innovation? La forme reste à voir, reste à définir, mais l'idée, c'est de dire : il s'en fait, est-ce qu'on peut l'aider, continuer de la supporter, l'amener un petit peu plus loin?»

Les cégeps visent surtout la recherche en sciences humaines et sociales, la recherche pédagogique et technologique qui les concernent, et non la recherche fondamentale, qui relève davantage des universités, prend soin de préciser M. Boucher. «On n'a aucune ambition de jouer dans les plates-bandes des universités.»

Fédération des cégeps : Innovation dans les cégeps

FÉDÉRATION DES CÉGEPS : Publication d'une enquête de la Fédération des cégeps sur l'innovation dans le réseau collégial public : LES CÉGEPS INNOVENT D'ABORD POUR MIEUX SERVIR LEUR POPULATION ÉTUDIANTE - Montréal, le 18 octobre 2006

Une enquête sur l'innovation dans le réseau collégial public, menée par la Fédération des cégeps en collaboration avec le Conseil de la science et de la technologie, révèle qu'entre 2002 et 2005 les cégeps ont innové principalement pour développer ou améliorer la formation et les services qu'ils offrent à leurs étudiants et à leurs étudiantes. « Ce premier portrait de l'innovation au collégial démontre que les cégeps cherchent constamment à s'adapter pour mieux répondre à la diversité des besoins des jeunes et des adultes qui y étudient », a affirmé le président-directeur général de la Fédération des cégeps, M. Gaëtan Boucher.

Publié aujourd'hui dans le cadre du congrès de la Fédération, le rapport *L'innovation dans les cégeps du point de vue des acteurs* indique que près de la moitié des 259 innovations recensées visent la formation collégiale ou l'environnement éducatif. Les cégeps développent de nouvelles passerelles interordres en vue de décloisonner les niveaux d'enseignement, offrent des services en ligne, mettent sur pied de nouvelles activités socioculturelles, créent des laboratoires virtuels et prévoient des mesures en matière de services psychosociaux et de santé pour répondre avec souplesse aux besoins. Ils offrent ainsi aux étudiants un milieu de vie où ils peuvent s'accomplir, se découvrir et s'engager.

D'autres pratiques novatrices touchent la gestion du collège, le développement régional, l'ouverture sur le monde et la recherche, qui constituent autant de secteurs d'activité des collèges. Certaines de ces innovations illustrent la capacité des cégeps à revoir leurs manières de faire, d'autres soulignent le rôle significatif qu'ils jouent dans leur collectivité. Plus de 60 % des projets novateurs liés à la communauté ont ainsi pour but d'appuyer le développement économique et régional, et près de 15 % touchent la création de pôles d'excellence, à travers la consolidation d'une expertise du collège dans sa région ou encore, la valorisation d'une richesse naturelle.

Conditions de l'innovation

La démarche d'innovation des cégeps, avant tout proactive et planifiée, repose principalement sur l'engagement des ressources humaines de l'établissement, en plus de s'appuyer sur la participation de partenaires dans près de 90 % des cas. Pour innover, les collèges doivent par ailleurs surmonter au moins un obstacle important dans 85 % des cas, et les contraintes financières ou matérielles constituent, dans plus de la moitié des innovations, le plus important de ces obstacles, quel que soit le budget de l'établissement.

Les données du rapport *L'innovation dans les cégeps du point de vue des acteurs* ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire auquel 70 % des collèges ont répondu, à travers des entrevues et dans le cadre d'un groupe de discussion. Réalisée dans la perspective de dresser un premier portrait de l'innovation au collégial en vue du 6^e congrès de la Fédération des cégeps – qui se déroule aujourd'hui et demain à l'Hôtel Hyatt Regency, à Montréal, sous le thème *Innover dans les cégeps : un art d'aller plus loin!* –, l'enquête a porté sur un échantillon qui tient compte de la répartition des cégeps sur le territoire québécois, et qui reflète les différentes caractéristiques du réseau collégial public quant à la taille, la langue, le budget et la situation géographique des établissements.

Le rapport de recherche ainsi que les fiches *L'enquête en bref* sont disponibles sur le site Web de la Fédération des cégeps à l'adresse www.fedcegeps.qc.ca. [ou sur ce lien : <http://cvm.qc.ca/agecvm/beta/documents/FedInnovation2006.pdf>

- 30 -

Source : Caroline Tessier, directrice des communications - Cellulaire : (514) 239-2088

Fiche n° 1

L'ENQUÊTE EN BREF

Objectifs, définition et profil des répondants / éléments de contexte et caractéristiques

Objectifs

Au printemps 2006, la Fédération des cégeps a transmis un questionnaire, validé par le Conseil de la science et de la technologie, dans tous les collèges. Un groupe de discussion a été animé avec différents représentants des cégeps et des entrevues ont été menées en vue d'atteindre les objectifs suivants :

- documenter des innovations ayant été mises en œuvre entre 2002 et 2005 dans les principaux secteurs d'activité des collèges;
- mieux comprendre leur démarche d'innovation;
- connaître les conditions qui ont été nécessaires à la mise en place des innovations et les facteurs favorables et défavorables à l'innovation;
- mieux situer le rôle des collèges comme acteurs de l'innovation au Québec.

En clair, répondre aux questions : « Que se fait-il en matière d'innovation dans les collèges? Pourquoi, comment et à quelles conditions? »

Définition

Les caractéristiques de l'innovation décrites par le Conseil de la science et de la technologie (CST), ainsi que les types d'innovation définis par l'OCDE et le Groupe de travail sur l'innovation sociale, ont constitué la base d'interprétation des données recueillies. Selon le CST, l'innovation :

- constitue un changement qui répond à un besoin d'amélioration;
- repose sur un niveau élevé de connaissance et un dépassement constant des acteurs;
- suppose que des acteurs soient engagés dans une démarche de résolution de problèmes;
- a pour résultat un produit ou un service, une politique ou un programme novateur distribué ou diffusé à l'intérieur ou à l'extérieur de son milieu.

L'enquête porte sur 3 types d'innovation

- **Innovation sociale** : toute nouvelle approche, pratique, intervention ou nouveau produit mis au point pour améliorer une situation ou résoudre un problème social, ayant trouvé preneur dans les organisations.
- **Innovation organisationnelle** : induit des changements dans le fonctionnement d'une organisation.
- **Innovation technologique** : mise en œuvre d'un produit (bien ou service) ou d'un procédé nouveau ou amélioré.

Profil des répondants

- 34 collèges sur les 48 établissements du réseau collégial public ont répondu à l'enquête, ce qui représente un taux de réponse de 70 %.
- 259 innovations ont été répertoriées.
- En moyenne, chaque collège a fait connaître 8 innovations.
- Toutes les régions sont représentées dans l'enquête et la répartition géographique des collèges répondants correspond à celle des cégeps sur le territoire québécois, à l'exception des cégeps des régions de Montréal et de l'Outaouais—Nord-du-Québec, qui constituent une proportion de l'échantillon moindre que celle qu'ils représentent au sein du réseau collégial public, et de ceux de la Montérégie qui occupent une plus forte proportion de l'échantillon.
- L'échantillon de répondants reflète les différentes caractéristiques du réseau collégial public quant à la taille, la langue, le budget et la situation géographique des établissements. Les données rendent donc compte de la réalité du réseau collégial dans sa diversité.

Éléments de contexte

- L'innovation documentée dans les collèges est avant tout proactive et résulte de nouvelles occasions favorables dans près de la moitié des cas.
- Le tiers des innovations répondent à une diversification des besoins de la population étudiante.

- La démarche novatrice résulte non pas d'un seul élément prépondérant, mais de la conjonction de plusieurs éléments qui, ensemble, configurent le contexte propice à l'innovation. Plusieurs sont déterminés par l'interaction du collège avec son environnement immédiat (nouvelles occasions favorables, diversification des clientèles et de leurs besoins, concurrence avec d'autres établissements) ou, au contraire, global (variation du nombre d'étudiants, nouvelles orientations gouvernementales).

Quelques caractéristiques de l'innovation au cégep

- On remarque que certaines caractéristiques des collèges faisant partie des facteurs qui déterminent l'innovation, notamment la taille, le budget et la situation géographique, peuvent avoir une incidence sur l'innovation. Ces caractéristiques ne peuvent cependant expliquer à elles seules l'innovation dans les établissements.
- Le caractère novateur est intimement lié à la réalité de chaque établissement. Ainsi, la mise en place de nouvelles pratiques peut représenter une innovation pour un collège, sans en être une à l'échelle du réseau collégial dans son ensemble. Le fonctionnement en réseau des cégeps permet par ailleurs l'implantation dans tous les établissements d'une innovation ayant été développée dans un ou plusieurs collèges.
- C'est la nature et l'ampleur du changement introduit dans l'organisation qui permettent de distinguer le changement de l'innovation.

Fiche n° 2

L'ENQUÊTE EN BREF

Six secteurs de l'innovation dans les cégeps

Les innovations recensées sont classées selon six secteurs, en lien avec la mission des cégeps et leurs enjeux d'avenir.

Secteur 1

Formation collégiale préuniversitaire et technique et apprentissage tout au long de la vie

Secteur 2

Environnement éducatif et services offerts à la population étudiante

Secteur 3

Gestion du collège (ressources humaines, financières et matérielles)

Secteur 4

Contribution au développement régional et liens avec la communauté

Secteur 5

Ouverture sur le monde et internationalisation

Secteur 6

Recherche pédagogique, disciplinaire et technologique

Innovation selon les secteurs

Avant tout centrés sur l'accomplissement de leur mission, les cégeps innoveraient d'abord pour améliorer la qualité de la formation et des services offerts aux étudiants.

Distribution des innovations documentées selon les secteurs

	n = 259	
La formation collégiale	56	21,6 %
L'environnement éducatif	55	21,2 %
La gestion du collège	42	16,2 %
Le développement régional	36	13,9 %
L'ouverture sur le monde	35	13,5 %
La recherche	35	13,5 %

1. Formation collégiale préuniversitaire et technique/apprentissage tout au long de la vie

- Près de la moitié des pratiques innovantes des collèges dans le secteur de la formation collégiale préuniversitaire et technique touchent à l'offre de formation, près du quart, à la pédagogie, et environ une innovation sur dix, à l'aide à la réussite.
- L'innovation en matière d'offre de formation porte sur :
 - des arrangements entre les niveaux d'enseignement dans 40 % des cas, et prend la forme de nouveaux DEP-DEC, DEC-BAC ou de passerelles interdites;
 - le développement de nouveaux programmes;
 - de nouveaux modèles d'offre de formation dans plus de 25 % des projets — programmes offerts « par module », formation à distance, en ligne, etc. — pour mieux répondre aux besoins diversifiés des étudiants.

■ L'innovation en matière de pédagogie se traduit par :

- de nouvelles approches dans l'enseignement (introduction de l'approche par résolution de problèmes ou de l'apprentissage coopératif);
- la mise en place de nouvelles structures pour favoriser l'intégration des apprentissages (jardin-école, entreprise d'entraînement, pour un enseignement plus contextualisé);
- l'adoption de nouvelles méthodes visant à favoriser la compréhension d'un concept en classe ou la dynamisation de l'enseignement, essentiellement par l'intégration des technologies de l'information et des communications (laboratoires virtuels en chimie, contrôle de lecture en ligne, stratégies de rétroaction en temps réel).

2. Environnement éducatif et services offerts à la population étudiante

- Les innovations liées à l'environnement éducatif prennent la forme d'une multitude de nouveaux services offerts aux étudiants :
 - développement ou amélioration des services de santé et psychosociaux
 - Plus de la moitié de ces services visent à favoriser le développement, la mise en place et le renforcement de mesures de prévention du suicide, l'autre moitié le développement de l'offre de services psychologiques, psychosociaux et de santé.
 - activités et installations socioculturelles, sportives et communautaires, projets touchant l'orientation et le placement, l'offre de formation et l'environnement éducatif.

Les innovations regroupées par thème selon le secteur, par ordre décroissant d'importance

	La formation collégiale	L'environnement éducatif	La gestion du collège	Le développement régional	L'ouverture sur le monde	La recherche
1 ^{er}	Offre de formation 44,6 %	Service de santé et psychosociaux 16,4 %	Gestion des ressources financières et matérielles 42,9 %	Appui au développement économique 38,9 %	Internationalisation de la formation 31,4 %	Recherche disciplinaire 34,3 %
2 ^e	Pédagogie 23,2 %	Activités et installations socioculturelles 12,7 %	Gestion des ressources humaines 38,1 %	Appui au développement régional 25,0 %	Mobilité 25,7 %	Recherche technologique 31,4 %
3 ^e	Aide à la réussite 10,7 %	Orientation et placement 10,9 %	Développement de services en ligne 7,1 %	Développement de pôles d'excellence 13,9 %	Coopération internationale 17,1 %	Recherche pédagogique 11,4 %
4 ^e		Offre de formation 10,9 %			Recrutement d'étudiants étrangers 17,1 %	
5 ^e		Environnement éducatif 10,9 %				

3. Gestion du collège (ressources humaines, financières et matérielles)

- Les innovations en matière de gestion des ressources matérielles et financières :
 - portent sur l'acquisition des équipements dans un cas sur trois (informatisation des bureaux des enseignants, implantation d'un réseau sans fil au sein du cégep, revitalisation des infrastructures);
 - visent l'introduction ou le développement de nouvelles pratiques et de nouveaux outils de gestion plus d'une fois sur cinq, essentiellement à travers des logiciels ou l'automatisation des processus budgétaires.
- L'innovation en matière de gestion des ressources humaines touche :
 - dans près de 45 % des cas au développement de nouvelles pratiques, approches ou interventions, essentiellement par l'élaboration de politiques et de programmes :
 - politique d'évaluation des enseignants
 - politique globale de gestion des ressources humaines
 - programmes de reconnaissance du personnel
 - mesures de conciliation travail-famille
 - dans près de 22 % des cas, à la qualité de vie au travail
 - à l'intégration professionnelle des nouveaux enseignants, au développement professionnel et à la gestion des relations de travail.

4. Contribution au développement régional et liens avec la communauté

- Plus de 60% des projets novateurs visent l'appui au développement économique et l'appui au développement régional et près de 15 %, le développement de pôles d'excellence.
- L'appui des cégeps au développement économique touche :
 - majoritairement au développement de services aux entreprises :
 - développement de l'offre de formation en réponse aux besoins des entreprises ou des ordres professionnels.
 - à la création de centres de recherche et d'incubateurs, au partage d'équipements, de technologies et de laboratoires avec des entrepreneurs, des PME ou des organismes, au transfert d'expertise, au soutien professionnel, à la formation et aux services-conseils aux entreprises et aux acteurs de développement régionaux.
- Pour contribuer au développement régional, les cégeps ont innové en mettant sur pied des projets en réponse à une problématique sociale locale ou régionale :
 - contrer l'exode en région ou la pénurie de main-d'œuvre dans certains domaines;
 - développer de nouveaux services à la communauté par le partage des installations communautaires, socioculturelles ou sportives du collège ou par la mise en place de programmes ou d'activités;
 - viser le développement de certains créneaux régionaux spécifiques en partenariat avec des acteurs locaux.

- Des innovations permettent aussi de développer ou de consolider l'expertise du collège dans un domaine spécifique ou de valoriser les richesses naturelles de la région, contribuant ainsi à l'établissement de pôles d'excellence.

5. Ouverture sur le monde et internationalisation

- On trouve dans les collèges des innovations touchant à l'intégration d'une dimension internationale dans les programmes de formation ou à l'implantation d'un programme international, ainsi qu'à la mise en place de politiques internationales ou interculturelles, et, accessoirement, au développement d'activités interculturelles.
- D'autres innovations visent la mobilité étudiante et enseignante, soit les stages et les échanges crédités ou non.
- En matière de coopération internationale, les innovations portent sur des projets d'exportation du savoir-faire en matière de services éducatifs et de pratiques de gestion d'établissement d'enseignement supérieur. Ces projets reposent en partie sur les caractéristiques propres au réseau collégial public québécois, en ce qui a trait notamment à la configuration du secteur technique et à l'expertise que détiennent les cégeps dans le développement de programmes selon l'approche par compétences.
- L'innovation dans ce secteur porte aussi sur le recrutement d'étudiants internationaux.

6. Recherche pédagogique, disciplinaire et technologique

- Le secteur de la recherche est en émergence au collégial.
- Les projets présentés portent d'abord sur la recherche disciplinaire (34,3 %), puis technologique (31,4 %) et enfin pédagogique (11,4 %).
- La recherche disciplinaire :
 - se caractérise, dans environ 60% des cas, par des projets de recherche menés le plus souvent par des enseignants-chercheurs, en collaboration ou non avec des universités ou des groupes de recherche, et visant la progression ou le transfert des connaissances sur de grandes thématiques comme la réussite éducative, les valeurs des jeunes, la transition secondaire-collégial, les compétences en lecture, en mathématiques ou en sciences, etc.;
 - produit des résultats qui, repris et utilisés par les différents acteurs, modifient leurs manières de faire et donnent lieu, souvent, à de nouvelles innovations telles la mise en place de cours ou de programmes visant des populations spécifiques, de mesures d'accueil, d'intégration et d'aide à la réussite adaptées aux besoins particuliers des populations les plus à risque en matière de décrochage, de nouvelles méthodes pédagogiques ou de nouveaux services.
- L'innovation en matière de recherche technologique se traduit :
 - surtout par la création de centres de transfert de technologie et la mise sur pied d'infrastructures de recherche ou de laboratoires.
- La recherche pédagogique porte sur de nouvelles méthodes et pratiques d'enseignement qui reposent essentiellement sur l'intégration des technologies de l'information et des communications (TIC).

Fiche n° 3

L'ENQUÊTE EN BREF

Exemples d'innovation

- L'innovation dans les collèges répondants est avant tout sociale (48,3%), puis organisationnelle (27,8%) et ensuite technologique. L'innovation technologique va presque toujours de pair avec une innovation organisationnelle (13,5%) ou sociale (7,3%).
- Environ une innovation sur cinq s'appuie sur les technologies de l'information et des communications (TIC).
- L'innovation dans les collèges présente souvent des caractéristiques communes à plusieurs catégories et les différents types d'innovation y sont souvent intrinsèquement liés.

Innovation sociale

- L'innovation sociale dans les cégeps prend surtout la forme de :
 - nouveaux services offerts à la population étudiante, au personnel enseignant, à la communauté régionale (population locale, entreprises ou organismes du milieu) ou internationale (projets de coopération, transfert d'expertise);
 - nouveaux programmes répondant aux besoins particuliers de populations étudiantes cibles, aux exigences du monde du travail ou du contexte régional;
 - nouvelles approches, pédagogiques ou autres, visant à rendre la formation plus efficace, à assurer une expérience — manquante jusque-là — en milieu de travail ou à permettre l'acquisition de nouvelles compétences;
 - l'avancement des connaissances, le partage des savoirs et le transfert d'expertise, ce qui inclut les projets de recherche réalisés par les collèges pour leur propre usage.

Innovation organisationnelle

- L'innovation organisationnelle dans les cégeps se traduit principalement par :
 - de nouveaux partenariats avec des organismes communautaires locaux, des acteurs régionaux de développement économique, des centres de recherche ou de transfert, des fournisseurs;
 - de nouveaux modes de financement de programmes par le secteur privé;
 - de nouvelles structures d'organisation entre pays pour faciliter la mobilité;
 - des partenariats avec des commissions scolaires ou des universités pour de nouveaux programmes DEP-DEC ou DEC-BAC;
 - de nouveaux systèmes de gestion des opérations et des pratiques de perfectionnement de la main-d'œuvre (programme de formation de la relève enseignante fondé sur le transfert d'expertise, activité de reconnaissance des innovations pédagogiques, création d'un site Internet permettant le partage des savoirs);
 - l'introduction de nouvelles méthodes de gestion, l'intégration des activités de différents services ou directions, la création de nouveaux postes et l'attribution de nouvelles responsabilités.

Innovation technologique

- L'innovation technologique et organisationnelle se caractérise par :
 - l'introduction de nouveaux systèmes de gestion des opérations qui prennent le plus souvent appui sur les technologies de l'information et des communications (automatisation des processus budgétaires, registrierat en ligne, etc.);
 - des innovations en matière de gestion de l'énergie qui supposent l'acquisition d'équipements de pointe.
- L'innovation technologique et sociale prend le plus souvent la forme de :
 - nouveaux services tels que des programmes de formation à distance ou en ligne.

Fiche n° 4

L'ENQUÊTE EN BREF

Acteurs et partenaires de l'innovation

Acteurs de l'innovation

- La direction générale, les directions de service ou le personnel cadre sont, ensemble, parmi les instigateurs de près de 75% des innovations. On compte en moyenne deux acteurs à l'origine de chaque innovation.

Partenaires de l'innovation

- Près de 90% des innovations engagent la participation d'au moins un partenaire. Ces partenaires sont les ministères ou les organismes gouvernementaux dans plus du tiers des cas, les entreprises dans environ 30% des projets.

Les principaux partenaires de l'innovation par secteur, par ordre décroissant d'importance

	La formation collégiale	L'environnement éducatif	La gestion du collège	Le développement régional	L'ouverture sur le monde	La recherche
1 ^o	Ministères ou organismes gov. 35,7%	Association étudiante du collège 40,0%	Syndicat des enseignants du collège 38,1%	Entreprise(s) 58,3%	Ministères ou organismes gov. 48,6%	Ministères ou organismes gov. 62,9%
2 ^o	Entreprise(s) 33,9%	Entreprise(s) 21,8%	Syndicat des employés de soutien du collège 33,3%	Ministères ou organismes gov. 52,8%	Association(s) 40,0%	Centre(s) de recherche 40,0%
3 ^o	Syndicat des enseignants du collège 26,8%	Autre(s) 21,8%	Firme(s)/ consultant(s) externe(s) 33,3%	Association(s) 52,8%	Autre(s) collège(s) 28,6%	Entreprise(s) 31,4%
4 ^o			Syndicat des professionnels du collège 28,6%	Organisation(s) de dév. économique 41,7%	Firme(s)/ consultant(s) externe(s) 28,6%	Université(s) 31,4%
5 ^o				École(s) secondaire(s) ou commission(s) scolaire(s) 30,6%		

Fiche n° 5

L'ENQUÊTE EN BREF

Pourquoi les cégeps innovent-ils?

- En innovant, le premier objectif des collèges est de développer ou d'améliorer la qualité des services offerts aux étudiants.
- Les collèges visent d'abord une meilleure efficacité dans la livraison de leurs services, en développant et en améliorant la qualité de ceux-ci, aux étudiants, afin notamment de mieux répondre à la diversification des populations étudiantes et de leurs besoins.

Les principaux objectifs visés par l'innovation par secteur, par ordre décroissant d'importance						
	La formation collégiale	L'environnement éducatif	La gestion du collège	Le développement régional	L'ouverture sur le monde	La recherche et transfert
1*	Offre de formation	Qualité des services aux étudiants	Gestion du collège et optimisation des ressources	Image et visibilité du collège	Offre de formation	Recherche et transfert
	75,0%	78,2%	71,4%	91,7%	77,1%	80,0%
2*	Qualité des services aux étudiants	Réussite et diplomation	Gestion des ressources humaines	Développement régional	Image et visibilité du collège	Partenariats
	71,4%	60,0%	59,5%	86,1%	77,1%	68,6%
3*	Réussite et diplomation			Partenariats	Partenariats	Offre de formation
	58,9%			75,0%	74,3%	65,7%

Les objectifs visés par l'innovation, par ordre décroissant d'importance*		
	n	%
Le développement ou l'amélioration de la qualité des services aux étudiants	151	58,3%
L'amélioration de l'image ou de la visibilité du collège	150	57,9%
L'amélioration des relations, le maintien ou le développement de partenariats	142	54,8%
Le développement ou l'amélioration de l'offre de formation	134	51,7%
La gestion du collège ou l'optimisation des ressources	113	43,6%
Le développement régional et l'amélioration des services offerts à la communauté	109	42,1%
L'amélioration de la réussite et de la diplomation	101	39,0%
La gestion des ressources humaines et du climat de travail	100	38,6%
Le développement de la recherche et le transfert	79	30,5%
Le recrutement d'étudiants	74	8,6%
L'amélioration de l'accessibilité aux études	58	22,4%
L'amélioration des taux de placement et l'offre de stages	49	18,9%
L'amélioration de la mobilité étudiante ou professorale	27	10,4%
Autres	30	11,6%

* Le total ne donne pas 100%, la mise en place d'une innovation peut avoir pourvue plus d'un objectif

Fiche n° 6

L'ENQUÊTE EN BREF

Démarche, conditions et retombées

Démarche

- La démarche d'innovation dans les cégeps est planifiée et non improvisée.
- Pour environ 65 % des innovations, les collèges avaient une idée claire au départ de ce qu'elle allait être et avaient envisagé plusieurs solutions. Dans plus de 75 % des cas, une planification détaillée de la marche à suivre avait été établie, des objectifs à court, à moyen et à long terme avaient été déterminés, un calendrier d'implantation et des priorités d'action établis, et les ressources nécessaires y avaient été affectées.
- Le rôle du porteur de dossier est important dans la démarche.
- Près de 30 % des innovations ont nécessité l'embauche de personnel supplémentaire.

Conditions de mise sur pied

- D'après les résultats de l'enquête, les contraintes financières et matérielles, la surcharge de travail du personnel et le facteur temps sont les trois principaux obstacles à l'innovation dans les collèges, et ce, quel que soit le secteur ou le type d'innovation.

- Parmi les 259 innovations répertoriées, quelque 222 (85%) ont rencontré au moins un obstacle important à leur mise en place. Cependant, ces obstacles sont éparés et aucun pris isolément n'a, en soi, représenté une entrave majeure à l'innovation.
- Le premier obstacle à l'innovation dans les collèges, indépendamment du budget de l'établissement, sont les contraintes financières ou matérielles. En cela, les cégeps ne sont pas différents des organisations publiques, des municipalités ou des entreprises de services, pour qui le coût des innovations représente un obstacle majeur.
- La réussite de l'innovation du point de vue des acteurs ne se fonde pas sur une seule condition, mais dépend de plusieurs facteurs qui, ensemble, constituent les leviers du succès, ou non, de l'innovation.
- Les collèges misent avant tout sur leurs ressources internes pour innover. La concertation, le leadership du porteur du dossier, la présence d'un personnel qualifié pour le mettre en œuvre, l'engagement de la direction et du personnel figurent parmi les principaux leviers de l'innovation documentée, ayant constitué des facteurs de réussite dans plus de 90 % des cas.
- La persévérance et le soutien continu apporté au projet, comme sa pertinence au regard des besoins du milieu, ont également été des éléments déterminants de plus de 90 % des innovations.
- Les dispositifs mis en place par les collèges pour soutenir les initiatives favorisent également l'innovation. En ce sens, la culture organisationnelle et la formation sont essentielles dans le processus d'innovation.

Retombées

- Plus de 80 % des projets novateurs atteignent les objectifs fixés au départ. Ils ont d'importantes retombées sur le milieu collégial comme sur le milieu externe.
- Le développement ou l'amélioration de la qualité des services aux étudiants figure parmi les cinq principales retombées de l'innovation.
- L'innovation entraîne une redynamisation du milieu interne, une plus grande ouverture au changement et une revalorisation de certains secteurs au sein du collège, dans plus de 65% des cas. Les innovations favorisent le développement ou le maintien d'un sentiment d'appartenance, dans plus de 55% des cas.
- Les effets de l'innovation sur le milieu collégial sont, du point de vue des acteurs, positifs plus de huit fois sur dix.

Les leviers de l'innovation dans les collèges en fonction de leur degré d'importance*

	Très / Assez important	Peu / Pas important
La concertation	98,4%	1,6%
Le leadership du porteur de dossier	98,0%	2,0%
La pertinence du projet au regard des besoins	97,3%	2,7%
La présence de personnel qualifié pour mettre en œuvre le projet	95,1%	4,9%
L'engagement de la direction	93,5%	6,5%
La persévérance, le soutien continu apporté au projet	92,1%	7,9%
L'engagement du personnel	88,4%	11,6%
La capacité d'adaptation en cours de projet	88,2%	11,8%
La transparence de la démarche	87,6%	12,4%
Le degré de planification du projet	87,4%	12,6%
La consultation du milieu	83,0%	17,0%
La disponibilité des ressources	80,3%	19,7%
L'adhésion du milieu concerné au projet	79,7%	20,3%
La capacité à gérer le risque	64,1%	35,9%
L'apport d'une ressource externe	47,8%	52,2%
Les programmes gouvernementaux	45,2%	54,8%

* sur les cas applicables

L'INNOVATION DANS LES CÉGEPS DU POINT DE VUE DES ACTEURS. Fiche 7 : Interprétation des résultats de l'enquête - Mercredi 18 octobre 2006

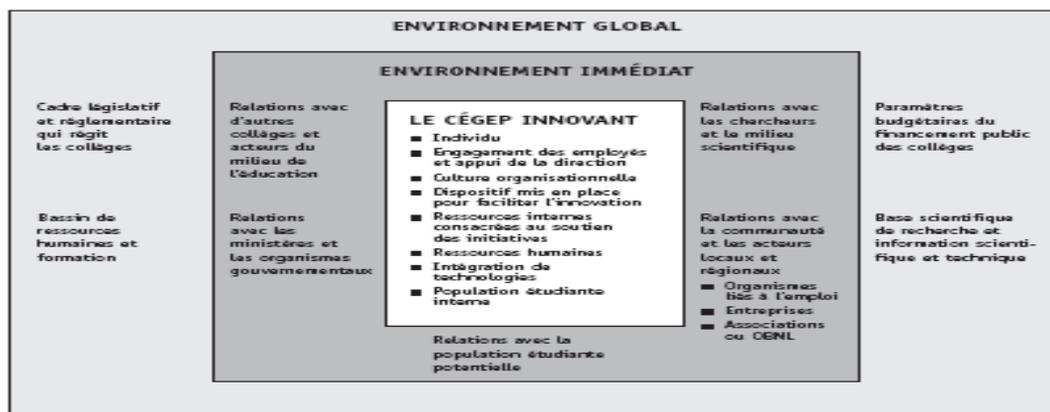
Fiche n° 7

L'ENQUÊTE EN BREF

Interprétation des résultats de l'enquête

- Les paramètres qui déterminent l'innovation au collégial s'articulent selon un modèle à trois niveaux comprenant d'abord le cégep lui-même, au centre du système d'innovation, ensuite l'environnement immédiat et, finalement, l'environnement global.

LE SYSTÈME D'INNOVATION COLLÉGIAL À LA LUMIÈRE DU MODÈLE DU CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE



FEUQ – Universités en région

CYBERPRESSE : CAMPAGNE DE 22 M\$: La FEUQ veut aider les universités en région - Le mercredi 18 octobre 2006

<p>Québec La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a lancé mercredi une campagne intitulée «22 millions pour les universités en région».</p> <p>Selon la FEUQ, cette campagne vise à obtenir un ajustement financier équitable afin que ces établissements puissent remplir adéquatement leur mandat de développement régional.</p> <p>L'organisme soutient que les universités en région souffrent d'un sous-financement chronique qui mine leur mission et qu'un</p>	<p>réinvestissement est essentiel pour assurer un enseignement de qualité.</p> <p>La FEUQ a fait savoir qu'au cours des prochaines semaines elle sera présente sur les campus universitaires en région afin de sensibiliser la population au rôle de ces établissements dans le développement et le rayonnement régional.</p> <p>Dans un communiqué publié mercredi, la fédération cite l'exemple de l'Université du Québec à Rimouski où l'on déplore plusieurs lacunes dont un manque de professeurs et de ressources pédagogiques spécialisés.</p>
--	---

CNW : La FEUQ lance la campagne "22 millions pour les universités en région"

<p>RIMOUSKI, le 18 oct. /CNW Telbec/ - La fédération étudiante universitaire du Québec procède aujourd'hui au lancement de la campagne "22 millions pour les universités en région". La FEUQ se fait ainsi porte-étendard d'une campagne visant un ajustement financier équitable pour les universités en région vis-à-vis des autres constituantes du réseau universitaire québécois. Afin que ces établissements puissent remplir adéquatement leur mandat de développement régional et leur fonction d'enseignement, la FEUQ réclame un réinvestissement de 22 millions de dollars.</p> <p>A l'été 2006, un comité de travail réunissant le ministère de l'Éducation, des loisirs et des sports et les administrations des universités en régions (UQAC, UQAR, UQAT, UQO, UQTR, Bishop's) avait reconnu le problème de sous-financement des universités en région. Le comité s'était d'ailleurs prononcé sur un cadre de financement propre à ces universités en tenant compte de leurs spécificités régionales.</p> <p>"Les universités en région souffrent d'un sous-financement chronique qui mine leur mission d'enseignement et de développement régional", rappelle Christian Bélaïr. "Un réinvestissement est essentiel afin d'assurer aux jeunes des régions un enseignement de qualité". En août 2006 le ministre Jean-Marc Furnier avait annoncé un réinvestissement de 240 millions sur trois ans pour les universités au Québec. La FEUQ espère que de cette somme, un montant de 22 millions sera alloué cette année aux universités en région.</p> <p>Lors de la dernière campagne électorale, Jean Charest avait reconnu que les universités "jouent un rôle fondamental" pour leur</p>	<p>région. Il s'était d'ailleurs engagé à augmenter leur budget de fonctionnement. Les étudiants attendent maintenant que le Premier ministre remplisse ses promesses.</p> <p>Dans les prochaines semaines la FEUQ sera présente sur les campus d'universités en région afin de sensibiliser la population au rôle de ces établissements dans le développement et le rayonnement régional. "Nous invitons les gens à signer et envoyer la carte postale "22 millions pour les universités en région ". Il est grand temps que Jean Charest se sente interpellé par cet enjeu.", déclare M. Bélaïr.</p> <p>A l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), les besoins sont criants. Les lacunes se font sentir sur plusieurs plans : ressources informatiques limitées, offre de cours déficiente, manque de professeurs et de ressources pédagogiques spécialisés, etc. "Les étudiants de l'UQAR font malheureusement les frais du sous-financement chronique qui accable les universités en région. L'État a déjà annoncé des sommes d'argent, il ne reste qu'à les redistribuer" constate Etienne Lessard, porte-parole pour l'Association générale des étudiants du campus à Rimouski (AGECAR).</p> <p>Depuis plus de 15 ans, la FEUQ représente les étudiantes et les étudiants universitaires du Québec. Composée de 17 associations membres et forte de plus de 140 000 membres, la FEUQ est le plus important groupe jeunesse au Québec.</p> <p>www.feuq.qc.ca</p> <p>Renseignements: Anne Marie LaBrèque, attachée de presse, FEUQ, Bureau : (514) 396-3380, Cell. : (514) 378-3380</p>
---	---